

Analyse du Sahel central sur le niveau de risque pour les enfants recrutés par des groupes armés



Photo : © Aly Tandian. Salle de classe dans le Loroum



Le Laboratoire des études et recherches sur le Genre, l'Environnement, la Religion & les Migrations (GERM) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis est constitué d'enseignants chercheurs, d'universitaires ou de chercheurs affiliés à des institutions nationales et internationales. C'est sur ce réseau de chercheurs confirmés que s'appuie le GERM & Faits de Sociétés dans le cadre de ses activités de recherche et d'animation scientifique. A cet effet, le GERM a su, depuis sa mise en place, édifier un réseau dense de collaboration et de partenariat à travers la conduite d'un certain nombre d'études et de recherches sur : migrations - rapports sociaux de sexes - changement climatique – droits humains – protection sociale - etc.

Nous contacter

GERM & Faits de Sociétés
Université Gaston Berger de Saint-Louis
BP 5751 Saint-Louis. Sénégal – Tel. +221 77 440 52 68 – Tweeter : **GERMSENEGAL**
Courriel : germ@germ.sn ou **aly.tandian@ugb.edu.sn** - Website : www.germ.sn

Avertissement : "Cette publication est produite à la suite de la demande de Save The Children. Son contenu relève de la seule responsabilité du Laboratoire GERM de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et ne reflète pas nécessairement les opinions de Save The Children"

SOMMAIRE

1. Présentation de l'étude	5
1.1. Contexte et justification.....	5
1.2. Objectifs de l'étude	6
1.3. Approche méthodologique	6
1.3.1. Populations consultées	6
1.3.2. Sites de collecte	7
1.3.3. Entre éthique et difficultés	7
1.3.4. Présentation des différentes parties du rapport.....	8
2. Jeunes et enfants dans les groupes armés : entre typologies, formes et figures	8
2.1. S'enrôler, un devoir religieux, un acte de foi	8
2.2. Fabrique d'identité et effets de groupe comme moteur de l'enrôlement	9
2.3. L'avidité pour la sécurité, un moteur de l'enrôlement	9
2.3.1. Rejoindre les groupes armés pour éviter les menaces	9
2.3.2. défendre leur communauté	10
2.3.3. Tourner vers les groupes armés face au sentiment d'abandon	12
2.3.3.1. Espaces à faible présence étatique comme terreaux aux groupes armés.....	12
2.3.3.2. Radicalisation comme réponse à la stigmatisation	14
2.3.3.3. Non prise en compte de la justice sociale.....	15
2.3.3.4. Rendre vulnérables les populations pour les inciter à rejoindre les groupes armés	16
2.4. L'enrôlement forcé	17
2.5. Intégrer les GA/GAD pour sa réalisation personnelle.....	18
2.5.1. Rejoindre les groupes armés pour échapper à la pauvreté	18
2.5.2. Intégrer les groupes armés pour avoir plus tard un emploi	18
2.5.3. Intégrer les groupes armés pour réaliser ses rêves	20
2.5.4. Entre ego, virilité et pouvoir chez les enfants et les jeunes enrôlés	21
3. Activités des jeunes et enfants dans les groupes armés.....	22
4. Règles dans les groupes armés	23
5. Effets de l'enrôlement sur les jeunes et enfants	23
5.1. Changement d'habillements	23
5.2. Changement de comportements et de valeurs	24
6. Quitter le groupe : entre vœux dissimulés et réalisations.....	24
7. Recueil de récits de jeunes (ex)-membres de groupes armés	25
8. Réinsertion de jeunes et enfants ex-membres de groupes armés	32
9. Retour dans les familles : entre peurs et méfiances des familles	33
10. Regard sur le phénomène de l'utilisation des enfants soldats.....	34

10.1. Analyse juridique : enfants enrôlés comme victimes des conflits armés	34
10.2. Regards de la société	36
11. Portée des conflits armés sur le système éducatif au Sahel.....	37
11.1. Écoles	37
11.2. Vécu des élèves	40
11.3. Enseignants / Abandon de postes	45
12. Les pays Sahel central et leurs perspectives	46
13. COVID - 19 en situation de conflit au Sahel.....	47
13.1. Fragilisation des relations sociales – Décrochages scolaires	47
13.2. COVID-19 et Vulnérabilités économiques	47
14. Programmes de prévention, de démobilisation et de réinsertion des enfants soldats.....	49
15. Conclusion et recommandations	52

1. Présentation de l'étude

1.1. Contexte et justification

Au cours des cinq dernières années, la région du Liptako-Gourma (Niger, Mali et Burkina Faso) a connu une hausse des violences plus rapide comparativement aux autres régions en Afrique. Les incidents violents liés à des groupes armés terroristes ont connu une recrudescence dans le temps. Ainsi, la situation dans la région du Sahel s'est sérieusement détériorée au cours de la dernière décennie et le Sahel est aujourd'hui l'une des régions où la qualité de vie et le développement économique sont les plus faibles au monde. L'insécurité croissante et les déplacements (1,4 million de personnes déplacées et de réfugiés au Burkina Faso, au Mali et au Niger, dont 55 % sont des enfants) perturbent gravement les services sociaux de base déjà faibles, notamment l'éducation.

Aujourd'hui, le Sahel connaît la crise de déplacement la plus rapide au monde. Malgré les efforts nationaux, régionaux et internationaux pour faire face à la gamme complexe de défis interconnectés auxquels le Sahel est confronté, la région continue d'être menacée par l'instabilité cyclique, la fragilité des États, le changement climatique et les crises humanitaires récurrentes.

Sans s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité et sans investir davantage dans des solutions multidimensionnelles à la crise, toute une génération d'enfants risque de voir leur survie, leur éducation et leur protection détruites. En effet, dans le Sahel, des groupes armés recrutent et emploient des enfants, certains âgés de pas plus que sept ans. Il semble difficile de déterminer exactement le nombre d'enfants associés aux groupes armés ; mais sur la base des estimations et de rapports des témoins concernant le recrutement, la formation, et l'emploi d'enfants, ils étaient relativement nombreux. La tendance dans le Liptako-Gourma (Niger, Mali et Burkina Faso) est que de plus en plus d'enfants sont victimes d'enlèvements, de meurtres, de recrutement et d'utilisation par des groupes armés ; rien qu'au Mali, en 2019, plus de 270 enfants ont été mutilés ou tués.

Le recrutement des enfants et des jeunes est souvent facilité par les pressions économiques voire sociales et le besoin de protection. Il s'agit tout de même d'un phénomène nouveau et inquiétant reconnu par les gouvernements du Sahel mais le moins documenté à ce jour. Il a été vérifié que quelque 7 747 enfants dans le monde, y compris les pays du Sahel, dont certains n'avaient que 6 ans, ont été recrutés et utilisés.

Par ailleurs, au Burkina, au Mali et au Niger, 1 personne sur 2 a moins de 15 ans. La région était l'une des régions les plus difficiles à grandir, le Burkina Faso, le Mali et le Niger se classant tous parmi les 10 pires endroits au monde pour être un enfant. Sur cette base, nous pouvons voir que cette crise n'est pas seulement une crise, c'est aussi et d'abord une crise des enfants qui affecte l'avenir du Sahel central.

Avec 2,3 millions d'enfants ayant besoin d'une protection en 2020 et 8 enfants sur 10 dans le Sahel central subissant des violences, la tendance dans cette région est que de plus en plus d'enfants sont victimes d'enlèvements, de meurtres, de recrutement et d'utilisation par des groupes armés. Rien qu'au Mali, en 2019, plus de 270 enfants ont été mutilés ou tués. Les filles sont plus exposées que jamais au mariage des enfants. Les pressions économiques et sociales et le besoin de protection poussent les jeunes à rejoindre les groupes armés, un phénomène nouveau et préoccupant reconnu par les gouvernements du Sahel mais le moins documenté à ce jour. Il a été vérifié que quelque 7 747 enfants dans le monde, y compris les pays du Sahel, dont certains n'avaient que 6 ans, ont été recrutés et utilisés.

Les enfants sont recrutés diversement par les groupes armés : le recrutement « volontaire », le recrutement par association avec les familles ou tuteurs, l'enrôlement forcé, etc. Les groupes armés utilisent les enfants pour toutes sortes d'activités et ils entraînent les enfants à la manipulation des armes et les préparent à prendre une part active aux combats. Garçons ou filles, les enfants sont au cœur de la stratégie de guerre des groupes armés qui les utilisent pour les besoins de la guerre sans toutefois respecter leur droit.

Au Mali, de nombreuses filles ont subi des violences sexuelles liées au conflit, y compris le viol, le mariage forcé, et l'exploitation ou les abus sexuels, perpétrés par les acteurs armés au Mali. Des

groupes armés sont impliqués dans le viol de filles et accusés d'avoir pratiqué des mariages forcés (notamment Ansar Dine, AQMI, et le MUJAO). De plus en plus, le risque d'exploitation et d'abus sexuels par les forces armées internationales est signalé. Cette situation s'est accentuée avec la crise sanitaire internationale liée au SRAS-COV-2 (COVID-19).

La COVID-19 a contribué encore à la déscolarisation des millions d'enfants, limitant leurs possibilités de continuer à apprendre. Un autre effet est que les enfants n'ont plus accès aux autres soutiens essentiels offerts dans les écoles, tels que les services de nutrition, d'eau et d'assainissement et de protection. Le double fardeau de la violence et de la pandémie a eu un impact dévastateur sur l'éducation dans les pays du Sahel surtout au Mali et au Burkina Faso. Une étude régionale est donc importante pour comprendre le niveau de risque pour les enfants non scolarisés et déscolarisés au regard de leur recrutement par des groupes armés.

Ces différentes situations nous amènent à formuler des interrogations auxquelles cette étude tentera d'apporter des réponses. Comment s'effectue le recrutement d'enfants au Mali et au Burkina Faso ? Quelles sont les logiques d'engagements des jeunes ayant rejoint les conflits armés dans le Sahel (Mali et Burkina Faso) ? Comment est la situation des enfants de ces pays dans un contexte de conflits armés ? Quels rôles jouent-ils au sein de ces groupes armés ? Quels regards la société porte-t-elle sur les jeunes évoluant dans les groupes armés ? A quelle occasion les écoles au Mali et au Burkina Faso sont fermées et quelle est la situation des enfants non scolarisés ? Quelles sont les formes de violations des droits de l'enfant au Mali et au Burkina Faso ? De quelle manière les gouvernements doivent-ils agir pour protéger les enfants en conflit contre le recrutement ? Comment les gouvernements peuvent-ils garantir aux enfants du Sahel le droit à une éducation de bonne qualité ?

1.2. Objectifs de l'étude

- Informer les États du Sahel et les acteurs des droits de l'enfant sur le risque lié au recrutement d'enfants dans la région en raison de la détérioration de la situation de conflit et des fermetures d'écoles/enfants non scolarisés ;
- Soutenir la politique, le plaidoyer et les campagnes des bureaux de pays en rassemblant une compréhension plus approfondie du recrutement d'enfants, de son impact sur les enfants et des recommandations adaptées pour protéger les enfants dans les conflits au Sahel Central ;
- Positionner Save the Children comme une voix de premier plan au niveau national sur les violations graves des droits de l'enfant et sur la manière dont les gouvernements doivent agir pour protéger les enfants en conflit contre le recrutement et garantir que le droit à une éducation de qualité est réalisé pour tous les enfants en réponse aux impacts de l'insécurité au Sahel.

1.3. Approche méthodologique

1.3.1. Populations consultées

Dans le cadre de cette étude, nos enquêtes ont été orientées vers des personnes aux profils aussi différents les uns des autres. Le premier groupe-cible est composé de jeunes anciennement engagés dans les groupes armés ; des jeunes qui sont ou ont été proches des jeunes qui ont appartenu aux groupes ; de personnes qui de par leur position socioprofessionnelle sont bien informées des groupes armés ; et de personnes ayant des données complémentaires et de personnes ayant fréquenté des écoles fermées à la suite d'attaques par des groupes armés.

Le deuxième groupe des personnes interrogées est constitué d'autorités locales (élus et chefs de quartiers ou de villages), de guides ou chefs religieux (imams, maîtres coraniques), de personnes ressources (actuels ou anciens fonctionnaires et surtout des enseignants), des chefs traditionnels, des leaders communautaires ainsi que des acteurs membres d'ONG, d'agents des services déconcentrés de l'État (ANPE, Service du développement social, etc.), de personnes déplacées et réfugiées et de membres de comité de crise.

Le troisième groupe des personnes interrogées est constitué des acteurs des cercles de décision au sommet de l'État. Il s'agit d'agents gouvernementaux au Mali (Ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales, Ministère de la Santé et du Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire) ; au Burkina Faso (Ministère de la défense et des anciens combattants, Ministère de l'éducation nationale, Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Ministère de la jeunesse et des sports et Ministère des affaires religieuses et du culte) et au Niger (Ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, Ministère de la Formation professionnelle, Ministère de l'Action humanitaire et de la gestion des catastrophes, Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, Ministère de l'Emploi et de la Protection sociale et du Ministère de la Jeunesse et du Sport).

Afin de pouvoir atteindre nos cibles, nous avons mobilisé des personnes qui ont joué d'intermédiaires, hommes et femmes, pour nous faciliter la rencontre des personnes à interroger. Avec ceux, nous avons mobilisé de longs moments pour leur expliquer les orientations de l'étude et surtout de nos attentes.

Le travail est essentiellement qualitatif. Les sources des données sont des entretiens individuels et collectifs (focus groups) ainsi que des observations qui ont porté sur : la chômage des jeunes ; la pauvreté chronique des populations ; le faible développement des régions du Sud Est du Mali (Gao et Mopti), du Nord du Burkina Faso (Sahel et Nord) et de l'Ouest et Sud Est du Niger (Tillabéry et Diffa) la détérioration des conditions de vie et la situation de conflit ; la religion et la radicalisation ; les fermetures d'écoles - la situation des enfants non scolarisés ; le système scolaire en contexte de COVID-19 ; les logiques individuelles, familiales et communautaires ; le risque lié au recrutement d'enfants ; le facteur politique et le facteur lié au besoin de protection ; etc.

1.3.2. Sites de collecte

La collecte des données s'est effectuée dans 23 sites entre 4 mai et 28 juin 2021 :

- 11 sites au Burkina Faso : Djibo, Bouna, Solobo, Titao, Ouindigui, Ouahigouya, Déou, Markoy, Tin-Akoff, Salmossi et Gorom-Gorom
- 5 sites au Mali : Gao, Socoura, Saréma, Sévaré et Mopti
- 7 sites au Niger : Abala, Banibangou, Makalondi, Inates, Ayorou, Diffa et Mainé-Soroa.

1.3.3. Entre éthique et difficultés

Cette étude s'est réalisée à la suite de longs moments de négociation pour nous faire accepter par nos différents interlocuteurs. A cause de la suspicion et de la méfiance, certaines personnes ressources ont préféré désister alors les dates, heures et lieux étaient déjà retenus. D'autres ont préféré prétexter l'absence d'autorisation de leurs « supérieurs » avant de nous parler. La prise de photos et l'enregistrement sonore¹ étaient catégoriquement exclus pour une grande partie de nos interlocuteurs. C'est grâce à des astuces comme la prise de note pourrait biaiser les données collectées que nous avons pu enregistrer certains entretiens. Pour toutes ces raisons et bien d'autres (notre statut d'étranger sur les lieux, notre refus de prendre position), que nous avons connu des difficultés. D'autres difficultés rencontrées par quelques-uns de nos enquêteurs ont été remarquées : la peur d'être dénoncé ou d'être victime de représailles. En résumé, la réalisation de cette étude nous a mobilisé à réinvestir les démarches socio-anthropologiques : le savoir entrer et sortir du terrain sans heurter les consciences et les postures de nos interlocuteurs.

¹ L'enregistrement sonore est l'opération qui consiste à nous permettre de garder une trace durable d'un son en vue de l'écouter plus tard.

1.3.4. Présentation des différentes parties du rapport

Le rapport est divisé en quatre (04) parties. La première partie aborde la présentation de l'étude c'est-à-dire les objectifs de l'étude, les objectifs de l'étude et la situation dans les différents pays. La deuxième partie est la section 2 qui met l'accent sur les différents facteurs explicatifs de l'enrôlement des enfants et des jeunes. La troisième partie regroupe les sections 3, 4, 5 et s'intéresse à la vie des enfants dans le groupe armé, au profil des enfants, les effets de l'enrôlement sur les apprenants et les conditions d'une désertion. La dernière partie regroupe le reste du rapport et met en lumière les récits d'enfants et jeunes, anciens membres des groupes armés, la difficulté de leur resocialisation et la portée multidimensionnelle de cette crise.

2. Jeunes et enfants dans les groupes armés : entre typologies, formes et figures

L'enrôlement des enfants et des jeunes est une préoccupation importante dans le Sahel central (Niger, Burkina Faso et Mali). Ces enfants et ces jeunes présents dans le rang des GA/GAD dans le Sahel central sont des filles/garçons, des chômeurs, des Talibé, des enfants déscolarisés, des artisans ayant abandonné leur métier, etc. Au nombre des facteurs explicatifs, on note des facteurs religieux, socioéconomiques, politiques, coercitifs, etc.

2.1. S'enrôler, un devoir religieux, un acte de foi

Dans ces pays où on note une forte représentativité de populations musulmanes, le discours religieux est utilisé aussi comme un moyen efficace de ralliement des jeunes. Ce discours idéalise le rôle du combattant en mettant en exergue des promesses soit pour le bonheur ici-bas soit pour une récompense dans l'au-delà. Ils disent aux jeunes au moment de les accueillir « *Vous avez bien fait de venir combattre pour Dieu et vous irez au paradis* » (Enseignant à Diffa, Niger). Les groupes armés font également « *croire aux enfants que le fait d'adhérer à leur groupe est synonyme d'une rétribution divine pour le paradis* » (Chargé de programme, Association Éveil Club de Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso) mais aussi qu'intégrer « *un groupe armé est synonyme de Djihad, et la récompense c'est le paradis* » (Membre du Comité de veille de Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). Ce sont sans doute des stratégies d'endoctrinement sur des mineurs voire des jeunes qui n'ont pas encore forcément une solide base spirituelle. A ce sujet, le poids du discours religieux dans la radicalisation des jeunes n'est pas à négliger. Au Mali, les groupes islamistes armés ne contrôlent pas officiellement le territoire. Cependant, depuis leurs bases situées dans des zones boisées, ils se rendent souvent dans des villages, prêchent dans les mosquées locales et obligent les habitants à assister à des réunions au cours desquelles ils les menacent afin qu'ils ne collaborent pas avec le gouvernement, les forces françaises ou la mission de maintien de la paix de l'ONU. De nombreux jeunes finissent par rejoindre ces groupes.

L'Imam Ibrahim Malam Dicko est réputé célèbre dans l'utilisation du discours religieux pour l'enrôlement des jeunes et des enfants. « *C'est sur la base de discours clairs qu'il a pu rapidement mobiliser du monde. Les gens se retrouvaient à travers ses prêches. Il était contre le système des classes sociales et pour un partage équitable des biens. Son discours touche le quotidien des populations* » (Parent d'élève, Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). Les groupes armés n'ont pas tous la même idéologie et leurs modes opératoires sont différents. Ils font différemment leur enrôlement et leurs conquêtes. D'ailleurs c'est pour cette raison que certains sont plus appréciés que d'autres par les populations. Ceux qui mettent en avant l'idée de se battre pour la justice, contre la corruption, pour le respect des communautés, pour l'emploi, etc. sont ceux qui mobilisent le plus. Ils proposent des choses concrètes.

Dicko « *[...] a fait le Mali et après le Mali il est venu à Djibo pour prêcher. Et à travers ses prêches à la radio, il a pu capter des fonctionnaires dans son groupe. Et il avait un lieu à Djibo où les gens venaient chaque soir pour échanger par rapport à leurs activités. Et c'est ce groupe qu'on appelait « Ansaroul Islam ». Et leur guide profitait des radios pour faire passer le message et c'était un débat entre Malam Ibrahim Dicko et le guide de Djibo Cissé qu'on appelle le Caadi qui a été assassiné. Mais avant son assassinat, le Caadi de Djibo et Maléme Dicko ne*

s'accordaient pas sur certains écrits islamiques. Parce que quand Malam Ibrahim Dicko est arrivé à Djibo, il a trouvé des personnes qui faisaient le tour des villes pour mendier, ce sont « les talibés » et c'est ce qu'il a trouvé anormal. Malam Ibrahim Dicko avait jugé que ce n'était pas normal et qu'il fallait l'interdire. Et c'était sur ces aspects que les deux guides n'étaient pas d'accord » (Parent d'élève, Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

Connaissant le poids de l'identification des fidèles musulmans à leur guide spirituel, l'Imam avait assez de chance de réussir son projet. Il a trouvé un bon prétexte, un bon moyen, pour enrôler les enfants, les Talibé, les jeunes, etc. par la prêche.

2.2. Fabrique d'identité et effets de groupe comme moteur de l'enrôlement

Les GA/GAD ont mis au point une véritable stratégie communicationnelle basée la propagande et axée sur la diffusion des images, des vidéos, etc. par les TIC (WhatsApp, etc.) faisant leur éloge et orientée vers les enfants et les jeunes : « Avec WhatsApp, nous recevons des images qui montrent la force des groupes armés. En motos, ils sont tellement nombreux ! On se demande d'où ils viennent ? » (Éducateur à Titao, Burkina Faso). La propagande poursuit des objectifs variés qui peuvent être politique, économique, religieux ou militaire. Elle cherche à aiguiller les espérances de l'opinion publique, à modifier les actions des personnes ciblées. Dans la crise sécurité, la propagande renvoie à l'opinion ou l'idée selon laquelle les GA/GAD sont des groupes puissants, unis de l'intérieur et projettent l'image d'un épanouissement des jeunes et des enfants. A travers des supports médiatiques, les groupes montrent à quel point ils sont forts et incontournables. « C'est la même chose lorsque les groupes armés font des parades avec leurs motos dans les villages, le jour du marché. Les parades sont une sorte de propagande, une sorte de faire passer un message de héros qui rassure les jeunes. Les groupes font croire aux populations qu'avec les armes, ils prendront le dessus en cas de combat contre les FDS » (Éducateur à Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). La visibilité accordée aux GA/GAD dans l'espace public et les démonstrations de force sont destinés à séduire, à persuader, susciter la sympathie, changer la perception sur ces groupes et faciliter l'endoctrinement, l'enrôlement et la soumission par la force. L'esprit de caste que développe et projette ces groupes peut créer une distinction entre les jeunes. Ce qui peut être nettement favorable au GA/GAD. En effet, certains jeunes montreront leur prestige par rapport aux autres. Cet état de choses est à l'origine d'un conflit identitaire. Le jeune se pose des questions sur son être, son devenir, etc. L'ensemble de ces questionnements peut fragiliser son libre arbitre.

Toutefois, les images qui circulent sur les réseaux ne sont pas diffusées uniquement par les GA/GAD. Certains parents les diffusent dans la perspective de leur donner une autre fonction : « des images sont prises pour sensibiliser sur la situation pour que les autorités soient davantage sensibles à leur insécurité alors que pour les groupes armés c'est une propagande » (Éducateur à Titao, Burkina Faso). Le jeune peut-il faire clairement la différence entre les différents objectifs de diffusion des médias montrant les GA/GAD notamment la sensibilisation et la propagande ?

Par conséquent, il se dégage une forme d'enrôlement basé sur le suivisme. Dans ce type d'enrôlement, l'affiliation d'un parent est le principal critère. Les enfants et les jeunes sont enrôlés en douce par un membre de leur famille, un parent proche. Ce ne serait pas juste aussi de trouver dans ce type d'enrôlement, un acte volontaire. « C'est souvent le cas soit des groupes d'auto-défense au Burkina Faso et au Mali soit du Boko Haram au Niger » (Spécialiste de la sécurité au Sahel, Bamako, Mali).

2.3. L'avidité pour la sécurité, un moteur de l'enrôlement

2.3.1. Rejoindre les groupes armés pour éviter les menaces

L'enrôlement dans les GA/GAD se fait aussi par des menaces sur les familles. Par conséquent, les ménages peuvent dans certains cas obliger le jeune homme à rejoindre les rangs de ces groupes dans la perspective d'assurer sa sécurité, de conserver son droit de sol et/ou continuer à exercer ses activités. En effet, « Il vaut mieux laisser leurs enfants rejoindre les groupes armés que d'être abattus par ces derniers » (Parent d'élève à Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). Par ailleurs,

« Les familles qui encouragent leurs enfants à rejoindre les groupes armés ne reçoivent aucune gratification. Les chefs des groupes armés se disent que c'est le prix à payer pour rester au village. C'est une forme de compensation ! » (Un Membre du Comité de veille de Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). Mais, l'entrée d'un jeune homme d'une famille peut devenir un risque pour la communauté. Ce dernier est utilisé comme un instrument de ralliement de sa famille qui finit par prêter allégeance au GA/GAD. Mais la contrainte va au-delà des proches. La peur de la délation amène les jeunes à suggérer à toute personne ayant connaissance de leur engagement à se soumettre au GA/GAD. Pour un agent de la Mairie de Inates (Niger), « ces enfants ont rejoint les groupes armés pour assurer leur sécurité et celle de leurs familles ». Autrement dit, une famille qui ne livre pas son garçon au GA/GAD est une famille susceptible de subir les représailles. « Elle est obligée de payer des rançons pour que leurs biens soient en sécurité et de donner des pots de vins pour que leurs enfants restent en vie dans la brousse alors que qu'une famille qui a un enfant dans le groupe n'a aucune crainte de perdre son bétail car la présence de leur enfant est source de protection et de sécurité » (Un agent de la Mairie de Inates, Niger). En ce sens, la sécurité du jeune au sein du groupe (garanti par son enrôlement) implique la sécurité de la famille, de la communauté et par ricochet celle du GA/GAD.

Mais dans ce contexte, les filles ne sont pas épargnées. Certaines familles sont obligées de donner en mariage leurs filles aux membres des groupes armés djihadistes sous forme de mariage forcé pour échapper à la violence des combattants radicaux. Le plus souvent, on parle de mariages arrangés mais il s'agit pour la plupart de mariages forcés.

Mais d'autres mécanismes sont utilisés pour attirer les jeunes et les maintenir dans les groupes armés.

2.3.2 défendre leur communauté

Les enfants cherchent aussi à défendre leur honneur. Le dictionnaire définit l'honneur comme un sentiment de dignité morale estimée plus haut que tous les biens et qui porte certaines personnes à des actions loyales, nobles et courageuses. C'est aussi l'estime qu'on obtient des autres et qu'on peut avoir de soi-même. L'honneur, dans son caractère indéfini, est quelque chose de supérieur à la loi et à la morale : on ne le raisonne pas, on le sent.

Il existe des cas où les opérations des forces régulières ou des groupes armés communautaires poussent les enfants, les jeunes et/ou leurs familles à opter pour l'enrôlement par les GA/GAD. C'est le cas par exemple où une personne qui occupe une certaine position sociale venait à trouver la mort dans ces opérations ou encore d'une personne qui se fait arrêter ou emprisonner. « Dans de pareilles situations, des familles se révoltent et pour une question de "Houné" (dignité en langue Peul) soit elles encouragent les jeunes à rejoindre les groupes armés soit elles ne retiennent pas leurs enfants qui souhaitent prendre des armes pour se venger des militaires » (Chargé de programme, Association Éveil Club de Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). En effet, dans ces pays et notamment dans la communauté Peul, on note beaucoup de sources orales (contes, proverbes, etc.) qui accordent une valeur capitale à la défense de l'honneur et à l'esprit de vengeance.

La vengeance est motivée par un engagement personnel sur la base de valeurs sociales / de contrat moral. Les valeurs peuvent être définies comme de grands principes moraux servant de repères aux individus dans la conduite de leur vie sociale - les valeurs culturelles comme des valeurs largement répandues au sein d'une langue-culture, des valeurs qui sous-tendent les croyances, les convictions, les attitudes, les habitudes communicatives généralement associées à une langue-culture particulière. Dans une perspective déterministe, une progéniture qui s'abstient de laver l'affront et de rétablir l'honneur d'un parent fauché par les armées régulières n'est pas forcément bien vue. C'est un affront qu'il faille corriger sinon les enfants/jeunes pourraient subir la stigmatisation de leur communauté ainsi que le manque de considération.

« On n'est pas parfois surpris d'entendre des jeunes dire qu'ils sont dans des groupes armés pour de la vengeance parce que des parents proches ont été victimes d'exactions soit de la part des FDS soit de la part d'autres communautés. C'est vraiment dommage d'entendre des gamins

parler de vengeance. Personnellement, je me demande comment va être l'avenir de notre pays. Le vivre-ensemble connu dans notre pays, je pense qu'il n'existe plus » (Leader religieux, Catéchiste, Soulou, Province du Yatenga, Région Nord, Burkina Faso).

Mais, ce qui est évident, selon Pauline Le Roux (2019)², le discours d'Ansaroul Islam s'est basé sur un mélange de griefs à l'encontre des autorités et du sentiment de marginalisation qui lui a permis de rallier le soutien des communautés locales les plus indisposées à l'égard du pouvoir central. Ansaroul Islam a ciblé les représentants de l'État, les forces de défense et de sécurité, ainsi que les écoles publiques, dans l'espoir que l'affaiblissement de ces institutions renforce son discours sur l'abandon par l'État des populations locales. Depuis les massacres de Yirgou, Ansaroul Islam, a cherché à mobiliser davantage de jeunes au nom de la vengeance.

Profitant de cette situation, les GA/GAD proposent leurs services aux familles au cours des prêches : enrôler les enfants et les jeunes. Ce faisant, « *Certains jeunes s'engagent dans les groupes armés pour l'honneur de leur famille* » (Coordonnatrice de projet. Protection des Enfants. Gao. Mali). Il s'agit donc de défendre la famille et le fait de rejoindre les GA/GAD s'apparente à « un sacrifice pour le reste de la famille et une défense de l'intérêt général, notamment celle de sa famille et de son groupe ethnique. C'est une incorporation à la lutte armée pour défendre et protéger sa communauté d'appartenance, tout comme des individus s'engagent dans l'armée pour défendre leur pays » (Felices-Luna, 2007).

Par conséquent, « *On a vu des gens rejoindre des groupes parce qu'ils ont vu des frères et des parents exécutés par des FDS* » (Conseiller villageois de développement, Sodin, Département de Ouahigouya, Province du Yatenga, Région Nord, Burkina Faso). La vengeance était devenue, pour reprendre l'idée de Breton (2009), le seul cadre de référence. En effet, non seulement les exécuteurs n'imaginent pas exercer autre chose que la vengeance sur leurs ennemis, mais ils n'imaginent pas que ceux-ci puissent, eux, procéder autrement. C'est qu'ils sont enfermés dans un cadre mental à priori, où la vengeance n'a pas d'alternative réelle (Breton, 2009).

La question de l'honneur peut être aussi perçue autrement.

« Pour une question d'honneur, des jeunes s'engagent volontairement dans les groupes armés. Ils trouvent humiliant que leur famille ne fasse pas partie des groupes armés. Ils sont dans les groupes pour certains parce qu'ils sont contraints d'y être mais le fait qu'un jeune soit présent dans un groupe armé rehausse l'honneur de sa famille » (Responsable de Mouvement, Gao, Mali).

Par ailleurs, « *les groupes armés ont compris que la présence des jeunes aux attaques donne plus de tonus aux combats, c'est pour cette raison qu'ils demandent aux familles d'encourager leurs fils à rejoindre les groupes armés pour une question d'honneur* » (Responsable de Mouvement, Gao, Mali).

La question d'honneur est donc une question transversale qui influence les représentations sociales qu'on peut avoir de l'enfant/jeune, de la famille, de la communauté, etc. Pour cette raison, elle occupe aussi une place importante dans la décision d'enrôlement des enfants et des jeunes. Le contrôle social sur les ambitions d'enrôlement de l'enfant et du jeune peut aisément s'affaiblir face à cette question.

« Lorsque plusieurs peuls ont été tués à Yirgou³, j'ai entendu dire que des jeunes de tout le département de Barsalogo pas que de la province du Sanmatenga se sont passés le mot pour

² Pauline Le Roux, "Ansaroul Islam : l'essor et le déclin d'un groupe islamiste militant au Sahel", *Centre d'études stratégiques de l'Afrique*, 13 août 2019

³ Le mardi 1^{er} janvier 2019 matin, des individus armés non identifiés ont fait irruption à Yirgou, localité située à 102 km de la ville de Kaya, tuant six (6) personnes dont le chef du village. Ces assassinats perpétrés par des terroristes vont déclencher des représailles sanglantes contre les peulhs accusés de complicité avec l'ennemi. Les représailles sanglantes contre les peulhs vont se manifester pendant trois (3) jours à une chasse à l'homme conduite par des Koglweogo.

une vengeance. Il semble même que des Peuls du Soum ont fait la même chose. A l'époque, Jafar Dicko, le frère de Ibrahim Malam Dicko a fait appel aux communautés Peuls de s'unir pour faire face aux exactions auxquelles elles sont victimes. Je pense que les exactions des forces de défense et de sécurité lui ont servi de réponse pour mobiliser. Il a fait l'appel aux jeunes peuls en disant : "Si vous ne ralliez à nos rangs, vous allez finir comme les personnes tuées" (Si on kaouay suudubaaba Mbe wara pulaku foou). Son appel, c'est pour une question de survie ! Beaucoup de jeunes peuls ont fini par rejoindre le groupe de Jafar Dicko. Cette situation a influé sur les relations entre les communautés au Burkina Faso. » (Conseiller villageois de développement. Sodin, Département de Ouahigouya, Province du Yatenga, Région Nord, Burkina Faso).

Le sentiment de vengeance nourrit des méfiances entre communautés.

« Ce n'est pas qu'à Djibo que les relations entre communautés se sont détériorées mais un peu partout. Toute la province du Soum est affectée par cette méfiance entre communauté. A Arbinda, Baraboulé, Diguel, Djibo, Kelbo, Koutougou, Nassoumbou, Pobé-Mengao et Tongomayel, les jeunes se disent que si leurs parents n'ont plus de terres c'est parce que ce sont les parents des autres qui les ont dépossédés. La vengeance est dans l'esprit des gens et les jeunes en premiers. Malheureusement, l'État n'a pas fait grand-chose pour ramener la paix. Des séminaires sont organisés mais il me semble qu'ils sont insuffisants pour rétablir le vivre ensemble au Burkina Faso (Éducateur à Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

Cette situation semble faciliter l'adhésion des jeunes aux GA/GAD afin de bénéficier de leur protection en cas de représailles. Au Mali, des leaders peuls ont déclaré que ce qu'ils décrivaient comme une « *punition collective* » infligées aux peuls ne servait qu'à augmenter le rythme des recrutements par les groupes islamistes qui commettent des exactions.

2.3.3. Tourner vers les groupes armés face au sentiment d'abandon

2.3.3.1. Espaces à faible présence étatique comme terreaux aux groupes armés

La facilité du recrutement des enfants et des jeunes peut être expliquée par l'échec des politiques agricole et sociale.

« Au lendemain des indépendances, le Burkina Faso s'est exclusivement intéressé de l'agriculture alors que le Sahel c'est une zone où l'élevage domine et dès 1972, on avait commencé la sensibilisation et en 1976 les écoles sont ouvertes pour les jeunes agriculteurs (Centre de formation de jeunes agriculteurs). On alphabétisait les jeunes en leur apprenant la langue française et des savoirs faire dans le domaine de l'agriculture. Par contre, les éleveurs

Le mercredi 02 janvier 2019, le ministre de l'Administration territoriale, Siméon Sawadogo, fait un bilan lourd et partiel de 14 morts (victimes de l'attaques terroristes et représailles). Cependant, un témoin de ces violences communautaires sur les ondes de VOA AFRIKA fait un bilan macabre d'au moins 48 morts. Ce jeudi 04 janvier 2019, le gouvernement à travers son porte-parole fait un deuxième bilan de 46 morts. D'autres sources non encore officielles feraient cas de drames humains encore plus graves.

Les violences inter-communautaires à Yirgou et dans d'autres villages de la province du Sanmatenga se manifestant par une tuerie en masse de Burkinabè issues de l'ethnie peulh est un drame sans précédent. L'ADP et la CCP, deux organisations de défense de droits de l'homme, tout en s'insurgeant contre cette attaque terroriste ayant coûté la vie à six (6) personnes à Yirgou, condamnent avec la dernière énergie les représailles sanglantes et les destructions de biens menées par les Koglweogo contre les personnes de l'ethnie peulh. Selon la même source intervenue sur les ondes de VOA, l'autorité aurait brillé par son absence sur le terrain de la crise.

Au total, 18 hameaux peuls des environs du village de Yirgou au centre-nord ont été attaqués en janvier, faisant au moins 49 morts, selon les chiffres officiels. Un bilan qui pourrait être bien plus lourd : d'après Boubakary Diallo, le secrétaire général de l'Union nationale des rugga du Burkina, une organisation d'éleveurs, 110 Peuls ont été tués durant cette période.

n'avaient pas ce privilège. Les éleveurs passent la majorité de leur temps en brousse. Aujourd'hui, leurs enfants avec l'avènement de la mondialisation n'acceptent pas de vivre la même trajectoire que leurs parents. De ce fait, lorsqu'ils reçoivent une proposition venant des groupes armés à savoir des motos, des sommes d'argent et des promesses qui réconfortent pour un avenir meilleur, ils n'hésitent pas de s'engager dans les groupes armés. » (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel).

Mais cette situation s'inscrit dans un constat général : la faillite des services publics marquée par l'absence de l'État. Dans les régions les plus touchées par le phénomène, « *on ne sent pas la présence de l'État* » (Membre de l'Association des élèves et étudiants musulmans à Ouagadougou, Burkina Faso). En effet, « *L'État est absent et il n'y a aucune administration dans ces zones, [...] aucune école* » (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel) mais aussi pas d'eau, pas de dispensaires, pas de travail, pas d'opportunités pour se réaliser. Par exemple, « *l'armée n'était pas réactive à chaque fois que les habitants attaqués les interpellaient. L'armée mettait des heures ou même des jours sans venir faire la constatation. C'est cette situation qui a poussé de nombreuses populations à se ranger du côté des groupes armés. Elles se sont dites qu'en faisant allégeance aux groupes armés au moins elles seront en sécurité.* » (Spécialiste de la sécurité au Sahel, Bamako, Mali). Par conséquent, « *C'est comme si elles [les populations] sont laissées à elles-mêmes* » (Chargé de programme, Association Éveil Club de Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

Le discours que véhiculent les groupes armés trouvent du succès et d'ailleurs très facilement chez les enfants et les jeunes dans la mesure où dans les 9 communes de la province du Soum, les autorités administratives sont faiblement représentées et leurs actions insignifiantes.

« A Djibo, par exemple pendant longtemps l'accès à l'eau potable était un vrai problème pour les populations locales. Les deux bouteilles d'eau de puits coûtaient 25 FCFA et, au marché, une seule bouteille était vendue à 50 FCFA. Pendant l'hivernage, les populations buvaient l'eau du marigot et finissaient par avoir des problèmes de santé. Pour se soigner, elles étaient obligées de parcourir 30 à 40 km et même plus pour voir un centre de santé. Actuellement, dans plusieurs villages, les choses n'ont pas réellement changé. A Djibo, il y a un manque considérable des services sociaux de base et c'est pratiquement dans toute la région du Sahel et cela fait plus de 50 ans que nous connaissons ces problèmes dans la province du Soum. Les groupes armés profitent de toutes ces difficultés pour mettre les populations locales en mal avec l'État. Souvent, ils disent aux jeunes que "l'État vous a oublié", "les jeunes de votre région n'ont pas de travail comparé aux autres régions du pays". (Éducateur à Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

Un autre discours de terrain est très percutant sur la question :

« Dans le département de Ouahigouya, ce sont nos voisins « peuls » qui sont à deux kilomètres de Sodin qui sont les premiers à avoir intégré les groupes armés venus du Mali. Ces groupes ont réussi à mobiliser des jeunes de Ouahigouya très facilement parce que leurs discours portent sur les difficultés auxquelles les populations sont confrontées tous les jours : le manque d'eau, le manque de structures de santé, le manque d'écoles, etc. Vous savez les groupes armés quand ils font leurs prêches ils insistent beaucoup sur ces manques et les possibles réponses qu'ils peuvent apporter aux populations. Voilà comment de jeunes « peuls » ont pu rejoindre des groupes armés. Nous nous connaissons tous parce que certains de ces jeunes étaient des élèves au niveau de notre école à Sodin » (Conseiller villageois de développement, Sodin, Département de Ouahigouya, Province du Yatenga, Région Nord, Burkina Faso).

De fait, l'allégeance aux groupes armés « s'impose » aux populations. Mais, l'allégeance a un coût.

« Il y a des groupes qui exigent aux populations de payer. Ils parlent de zakat selon la taille du bétail. Il y a même des groupes qui demandent aux populations de contribuer en demandant un

ou des membres des populations protégées de rejoindre le groupe armé » (Spécialiste de la sécurité au Sahel, Bamako, Mali).

On comprend mieux pourquoi les GA/GAD attaquent régulièrement les symboles de l'État dans ces zones. L'absence de l'État a été un important vivier du développement de ces groupes. Combattre les symboles de l'État revient donc à exercer leur autorité pleinement sur ces zones. A titre d'exemples, un député-maire de Djibo Oumarou Dicko⁴ et trois de ses compagnons sont tombés dans une embuscade lorsqu'ils se rendaient à Djibo. Ils ont tué également le maire de Koutougou, Hamidou Koundaba⁵ sur la route. *« Ils cherchent à éliminer des chefs religieux des députés, des gens qui sont des auxiliaires de l'administration une manière de faire rompre la chaîne de commandement »* (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel).

Face à ces représailles, la situation du service public déjà précaire s'est fortement détériorée non seulement à cause des attaques car les fonctionnaires sont obligés de fuir les zones ciblées et d'abandonner leur poste. Comme l'affirme un agent *« Je suis un fonctionnaire de l'État mais à Ouagadougou ! Je suis obligé de me déplacer et de venir là où je peux sauver ma vie. Les groupes armés visent en premier les symboles l'État comme nous les fonctionnaires »*. Les groupes armés se substituent alors au personnel du service public. Par exemple, ils se substituent aux forces de sécurité pour assurer l'acheminement des biens et la circulation de marchandises et ils deviennent les protecteurs des populations. En un mot, ils suppléent à la défaillance de l'État. Cette forme de protection modifie les actions des forces de sécurité et aggrave les tensions intercommunautaires. Ces communautés sont en conséquence stigmatisées par les autres communautés comme complices des extrémistes. Cette réalité fait le jeu des groupes armés puisque les victimes sont ensuite exploitées par les islamistes pour être recrutées dans leurs rangs. C'est ainsi que de nombreux jeunes et enfants se sont retrouvés dans les groupes armés.

2.3.3.2. Radicalisation comme réponse à la stigmatisation

La stigmatisation est un étiquetage d'une personne, d'un groupe d'âge, d'un groupe social, etc. Cet étiquetage, la communauté Peul du Burkina Faso en a été victime. *« A un moment, les gens disent que le terrorisme égale Peul et cela a eu des conséquences sur le vivre ensemble. On voit les Peuls comme source de problème »* (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel). Aussi, *« Quand il y avait des cas de violence dans la région du Sahel, les gens disaient que l'affaire est entre les Peul ; il faut les laisser là-bas. Au lieu de régler les conflits et les traiter comme des citoyens, les gens les méprisaient avec un regard stigmatisant ! »* (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel). Cette stigmatisation fragilise la construction d'un État-Nation car *« en principe si le Nord est attaqué le sud devait se sentir concerné malheureusement ce n'est pas le cas. Le terrorisme n'est pas une question de Peul c'est une affaire qui doit intéresser tout le monde. Il faut donc déconstruire ces idées reçues »* (Agent de la Mairie de Baraboulé. Province du Soum. Région du Sahel).

Dans ce registre, l'image que la société se donne des Peuls pèse sur certains comportements notamment des forces de l'ordre.

⁴ Voir <https://www.bbc.com/afrique/region-50285143>

⁵ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180409-burkina-maire-koutougou-hamidou-koundaba-assassine>

« On peut noter des arrestations arbitraires sur la base de dénonciations anonymes ou de simple soupçon de sympathie à un groupe djihadiste. On en arrive à la situation absurde où la politique de répression de l'extrémisme violent pousse la population civile dans les bras des groupes que les États cherchent à combattre, phénomène courant de la guerre contre le terrorisme. La lutte contre l'impunité au sein des forces de sécurité apparaît ainsi comme un élément clé de la prévention de l'extrémisme violent. Un jeune a été une fois pris par les forces de défense et de sécurité. Malheureusement, l'affaire a tourné mal parce que le jeune n'a pas survécu aux blessures. Cette histoire a poussé de nombreux jeunes à vouloir prendre des armes pour se venger » (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel).

Les groupes armés surfent ainsi sur la stigmatisation pour mobiliser des candidats radicaux. « Ils disent qu'au Burkina Faso, l'État central est contre la communauté peule. C'est un État qui appuie les autres communautés à savoir les Mossis, les Mulcé au détriment des Peul et des Tamasheq. Voilà comment les groupes armés djihadistes font pour attirer les jeunes. Ils font croire aux jeunes des régions du Sahel et du Nord qu'il y a une mauvaise gestion des conflits locaux de la part de l'administration. Ils savent toucher là où ça peut faire mal pour bien vendre leurs discours et par la suite enrôler le maxi de jeunes ». L'argumentaire est basé sur un profond ressentiment des Peuls. Comme on pourrait croire, dans le nord du Burkina Faso, ce ressentiment trouve ses racines dans les années pré-crise sécuritaire.

« La partie Nord du pays était déjà frustrée avant même la situation d'insécurité. Les populations avaient cru à un moment donné que les politiciens allaient prendre au sérieux leurs préoccupations ; malheureusement la situation n'a fait que s'aggraver. Les populations du Sahel ont crié partout mais rien n'a été fait pour elles. De plus en plus, les jeunes sont au chômage ! Ce qui se passe actuellement dans la région du Sahel c'est un attroupement de futurs mendiants et de futurs bandits de grands chemins. Les sites d'orpaillages qui devaient régler le problème d'emploi dans la région du Sahel sont fermés. Le commerce est quasiment mort ou uniquement concentré dans les villes. C'est vraiment dommage parce que la région du Sahel était la principale région d'élevage du Burkina Faso » (Leader local, Gorom-Gorom, Province d'Oudalan, Région du Sahel, Burkina Faso).

La stigmatisation des enfants et jeunes Peuls et Tamasheq est un facteur non négligeable de leur enrôlement dans les GA/GAD.

2.3.3.3. Non prise en compte de la justice sociale

L'injustice sociale peut être aussi considérée comme une des causes du développement des GA/GAD et l'enrôlement des enfants et des jeunes. En Afrique de l'ouest, l'ensemble le plus flagrant est celui de Boko Haram qui naît (au nord du Nigéria) des frustrations dans une zone qui ne profite pas de la rente pétrolière et qui de surcroît subit une dégradation profonde des ressources naturelles et des conditions socioéconomiques. Mais, aujourd'hui, Boko Haram n'est plus seulement un groupe nordiste, il a ses tentacules dans tout le pays et presque dans toute la sous-région. Le Burkina Faso notamment Essakane dans le district de Gorom-Gorom, province Oudalan, Nord-Est du Burkina Faso (Sahel) vit une situation presque similaire à celle du Delta du Niger qui a vu naître Boko Haram.

Suite à un accord entre l'État burkinabé et la société canadienne IAMGOLD concédant un site pour l'extraction d'or, les communautés locales ont été déplacées, ce qui a dégradé leurs conditions de vie. Il s'agit de 13 communautés, ce qui représente 2 562 ménages et 11 563 personnes appartenant aux ethnies Peul, Bella, Touareg et Sonraï (chiffres de 2009). « On extrait des dizaines de kilos d'or chaque mois de la mine d'or d'Essakane ! Des centaines de personnes qui y travaillent sont soit originaires des autres régions du pays soit des étrangers. Voilà une situation qui fait dire aux jeunes de Gorom-Gorom que l'État ne fait rien pour eux » (H. Jeune de Gorom-Gorom, Province d'Oudalan, Région du Sahel, Burkina Faso). Les jeunes à en croire les données recueillies ressentent ainsi un sentiment de mépris de la part des autorités publiques. La situation de Gorom-Gorom est peinte dans l'encadré ci-après.

Encadré 2 : Injustice sociale à Gorom-Gorom, Burkina Faso

Seuls quelques jeunes de Gorom-Gorom travaillent dans ces sites et les rares qui sont recrutés ont des contrats de journaliers qui durent à peine 3 mois alors que des jeunes ont abandonné l'école en espérant travailler dans ces sites. Actuellement, une grande partie d'eux sont au chômage alors qu'au début lorsque la mine d'or devait être exploitée, en 2009, des promesses étaient faites et il était prévu que les recrutements allaient se faire avec les leaders locaux. Actuellement de nombreux jeunes de Gorom-Gorom se sentent trahis car la majeure partie des travailleurs des sites sont originaires de Ouagadougou ou du Plateau Mossi. Des jeunes de Gorom-Gorom voulaient à plusieurs reprises organiser des manifestations pacifiques pour dénoncer le non-respect aux promesses faites aux populations locales mais des leaders politiques, religieux et coutumiers locaux se sont opposés. Les jeunes se sentent frustrés car malgré les centaines de tonnes d'or extraites, la province d'Oudalan ne bénéficie même pas d'une infrastructure notable de la part de ceux qui exploitent les mines. La province d'Oudalan ne dispose d'aucun centimètre de bitume de la part de ceux qui exploitent les mines ! C'est un calvaire pour trouver de l'eau à Gorom-Gorom ville, aucune borne fontaine ne fait sortir une goutte d'eau. L'eau est plus rare que l'or dans la province d'Oudalan. Voilà des choses qui sont rappelées aux jeunes pour les enrôler dans les groupes armés.

Propos d'un Leader local de Gorom-Gorom, Province d'Oudalan, Région du Sahel, Burkina Faso.

Certes les raisons du faible recrutement des jeunes dans la mine ne sont pas évoquées par ceux-ci mais celles-ci quoi que pertinentes ne peuvent expliquer le faible intérêt des autorités pour une zone qui produit une pierre précieuse. A en croire les autochtones, les ressources issues de l'activité aurifère dans les zones profitent aux peuples d'autres régions. Ils ne profiteraient aucunement des richesses de leur territoire. Un sentiment de révolte naît de cette constatation et est exploitée habilement par les GA/GAD qui procèdent à des recrutements de masse.

2.3.3.4. Rendre vulnérables les populations pour les inciter à rejoindre les groupes armés

Profitant de l'absence de l'État et œuvrant pour une absence durable de l'État, les GA/GAD imposent les règles du jeu et dictent leurs lois (fermeture des commerces relatifs à la vente des produits alcoolisés, port intégral du voile, interdiction de consommer le tabac, etc.). Ils n'hésitent aussi pas à s'inspirer de vieilles méthodes utilisées pendant la période coloniale : soumettre par la faim.

« Des zones de production du poivron au niveau du Lac Tchad et du fleuve Komadou sont devenues inaccessibles. Ainsi, au niveau des départements de Chétimari et de Bosso, les villages tels que Adjiri, Loumbouram, Dabogo, Gamgara et Gagam ne peuvent plus produire du poivron à cause des attaques de Boko Haram. Les populations étaient contraintes de quitter ces zones de production par menace de tuerie. Cette situation a occasionné des déplacements de populations vers d'autres villages. Avec cette situation, les populations sont devenues pauvres et de nombreux jeunes ne pratiquent plus la culture de poivrons. Certains d'entre eux sont obligés de rejoindre Boko Haram » (Enseignant, Diffa, Niger).

Avant l'arrivée de Boko Haram à Diffa, cette zone de moyens d'existence se caractérisait par la production irriguée de poivron rouge, appelé « or rouge » du fait de sa haute valeur marchande. Le site occupe la rive nord de la rivière Komadougou qui s'étale sur environ 160 kilomètres et forme la frontière extrême sud-est avec le Nigéria et qui se jette finalement dans le lac Tchad. Les marchés nigériens transfrontaliers sont ceux qui donnent sa valeur au poivron, vendu séché, bien qu'il se vende aussi à l'ouest dans le reste du Niger. La culture de décrue est également pratiquée dans cette zone. Le riz est une deuxième culture irriguée et il y a aussi un peu de maraîchage (tomate, choux, gombo, piment et autres légumes). La pêche est une activité saisonnière mineure et l'élevage représente le deuxième secteur économique de cette zone. Les animaux élevés dans cette localité sont généralement les gros ruminants (bovins) et les petits ruminants comme les chèvres et les ovins ainsi que des volailles.

Les différentes sources de nourriture auxquelles les ménages ont recours et la façon d'y accéder diffèrent d'un groupe à un autre. Ce qui fait ressortir que les ménages les plus nantis et les ménages moyens ont plus de facilités à couvrir leurs besoins alimentaires. Les plus importantes de ces sources sont les achats, la production propre, les aides alimentaires, la production animale et les paiements en nature. A cela s'ajoutent la pêche et la cueillette, surtout pour les très pauvres et les pauvres.

L'essentiel des revenus est tiré de la production et la vente de poivron rouge pour tous les groupes de ménages. Les nantis et les moyens ont également accès aux revenus de la vente d'animaux et du commerce. En revanche, les très pauvres et les pauvres dépendent de la main d'œuvre occasionnelle et du travail agricole. Les plus pauvres et les pauvres sont payés en sacs de poivrons qu'ils revendent à leur tour. Le revenu tiré de la vente de la production céréalière est très faible pour tous les groupes de richesse, du fait que la production agricole est destinée à l'autoconsommation.

Les revenus du poivron ont fortement baissé, notamment pour les ménages pauvres qui sont payés en nature car la baisse des superficies emblavées pour le poivron n'incite pas les nantis à employer la main d'œuvre pour les travaux de production et de récolte du poivron. Le poivron est la principale source de revenus en année typique et son prix de vente actuel dépasse celui des deux dernières années et est significativement supérieur à la moyenne des années sans crise, soit 20 000 à 22 000 FCFA par sac de poivron vendu contre 10 000 à 12 000 FCFA en moyenne avant la crise sécuritaire. Cependant, une réduction des superficies plantées d'environ 70% suite aux problèmes sécuritaire a entraîné une forte réduction de revenus pour tous les groupes de ménages.

La même situation prévaut presque au Burkina Faso dans les régions productrices de tomates et soumises aux attaques régulières des groupes armés très actifs notamment dans les provinces de la Kossi et du Sourou. Dans ces zones gagnées par l'insécurité, des déplacements de populations ont été constatés vers d'autres localités considérées comme relativement stables soit pour prévenir les incidents soit à la suite des menaces. Au cours de cette période, la région a également connu d'importants mouvements secondaires avec des départs de personnes déplacées internes vers des pays voisins. Par exemple, « *Au niveau du département de Di dans la province du Sourou de la région de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso, certains jeunes, filles et garçons, suite aux attaques d'Ansaroul Islam et de l'État islamique dans le Grand Sahara⁶ sont partis vers d'autres villes du Burkina Faso tandis que d'autres ont migré vers la Côte d'Ivoire, le Sénégal, etc.* (Chercheur, Université Ouaga 1 Pr Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso).

Dans cette même logique, la parade effectuée par les HANI, vers fin janvier 2021, en nombre important dans la commune de Gomboro, a provoqué un déplacement massif d'élèves des villages environnants vers la commune de Tougan.

2.4. L'enrôlement forcé

Ce type s'oppose presque aux autres formes d'enrôlement par la contrainte car l'enrôlement est opéré au moyen d'un kidnapping.

« Il y a des enfants qui sont des groupes armés à la suite de kidnapping. C'est souvent le cas de certaines filles ou de jeunes garçons qui sont au Boko Haram. Certains sont pris au lac entraînés de pêcher ou de conduire le bétail. Ils sont utilisés pour le travail au sein du groupe mais pas pour le renseignement car ils peuvent s'évader. Les filles sont offertes aux meilleurs combattants du groupe » (Spécialiste de la sécurité au Sahel, Bamako, Mali).

⁶ État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) est constitué de Dawla, Boko Haram, ISWAP (Islamic State's West Africa) et l'État Islamique qui défendent l'idéologie de l'état islamique. L'activité du groupe s'étend le long des frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso.

Les familles vivent en permanence dans la peur du kidnapping de leur enfant. Une situation qui freine l'épanouissement des familles mais aussi et surtout des enfants. Sortir de la concession familiale représente pour certains, un acte banal mais risqué. Mais les autres formes d'enrôlement montrent que la concession familiale n'est non plus sûre pour l'enfant et le jeune qui ne rejoint pas ces GA/GAD de leur propre gré.

2.5. Intégrer les GA/GAD pour sa réalisation personnelle

2.5.1. Rejoindre les groupes armés pour échapper à la pauvreté

Ces trois pays (Burkina Faso, le Mali et Niger) concentrent une importante frange de pauvres et de chômeurs. De fait, la situation économique des ménages ne facilite pas toujours l'inscription et le maintien des apprenants dans une institution scolaire. L'état du système d'éducation formelle au Mali, au Burkina Faso et au Niger n'est pas seulement en lien avec les conditions économiques des ménages. La conscription dans les groupes armés et groupes armés djihadistes (GA/GAD) est soutenue par des représentations fortement ancrées dans la diabolisation de l'école calquée sur le modèle occidental avant même l'avènement des GA et GAD. La représentation de l'école moderne est un puissant facteur qui explique ce fait. En effet, dans la société malienne par exemple, on note des représentations assez stéréotypées.

« Les parents se disaient que l'école occidentale mène à l'enfer. Pour eux, être contre l'école veut dire être un bon croyant. Cela facilite aujourd'hui le travail des groupes armés qui disent que celui qui fait l'école du Blanc ira en enfer. Tu vois, les jalons pour enrôler les jeunes sont posés depuis longtemps ! » (Parent d'élève à Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

Pour rappel, Boko Haram littéralement veut dire « L'école est un péché ». On comprend mieux que la société est un terreau favorable au développement de ces GA/GAD.

De plus, dans ces pays, on note une importante frange d'enfants et de jeunes qui s'adonnent à la mendicité. Désignés sous le vocable de "Talibés", ils présentent les caractéristiques des maux qui minent les enfants et les jeunes. *« Quand on prend la région du Sahel la démographie est fortement marquée par la présence de jeunes, et pour la majeure partie du cas ils tombent dans la mendicité à cause de la pauvreté. Ils constituent des cibles propices et vulnérables pour les groupes armés ; il suffit de leur montrer une somme d'argent pour les convaincre. A Fada-Ngourma, en allant au Bénin et au Togo, des jeunes tournent au marché pour avoir quelque chose au marché du bétail »* (Membre de l'Association des élèves et étudiants musulmans à Ouagadougou, Burkina Faso).

Dans cette perspective, les jeunes désœuvrés et oisifs sont de potentiels candidats aux groupes armés et aux groupes armés djihadistes. *« Si les populations n'ont rien à faire, elles deviennent vulnérables à toutes tentations ; malheureusement leurs dures conditions de vie ne font que faciliter leur enrôlement au sein des groupes armés »* (Parent d'élève à Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). Déjà, l'adolescence et la jeunesse sont un état de quête de repères. Le manque de sensibilisation de la part des acteurs étatiques et de la société civile ne permet pas à cette couche sociale vulnérable de se construire. Mais l'enrôlement des jeunes peut s'expliquer par d'autres facteurs.

2.5.2. Intégrer les groupes armés pour avoir plus tard un emploi

La plupart des jeunes et enfants enrôlés par les groupes armés sont issus de familles pauvres. La conscription par les groupes armés est perçue par certains parents et présentée par les groupes armés comme une passerelle pour intégrer l'armée régulière à l'issue du processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). Les enrôlés y voient ainsi une possibilité d'insertion professionnelle pour lutter contre la précarité. *« Quel est le parent qui va refuser lorsqu'on lui annonce la possibilité d'offrir un travail stable à son enfant ? »* (Chef de division pour la protection des enfants. Gao. Mali). Mais, *« Ce que les enfants ne savent pas, le DDR ne prend pas en compte les enfants c'est*

plutôt les majeurs qui sont concernés. Malheureusement les enfants croient à tout ce que les groupes armés disent. Ils sont dans la naïveté » (Chef de division pour la protection des enfants. Gao. Mali).

Sur le plan international, le règlement des questions sécuritaires dans un pays s'accompagne souvent d'une insertion des ex-rebelles dans l'armée régulière pour la pacification. Dans le cas malien, « beaucoup de personnes ont pu rejoindre l'armée alors qu'ils étaient avant des combattants dans les groupes armés » (Accompagnateur Technique en Protection des Enfants, Gao, Mali). La nouvelle de la prise d'une nouvelle décision « indicatrice de paix » par certains des désormais ex-membres des groupes armés signataires de l'Accord issu du processus de paix et de réconciliation, c'est-à-dire, un abandon d'armes suivi de leur intégration dans l'armée malienne dans le cadre du processus de désarmement, démobilisation réinsertion (DDR). Des images prises la semaine dernière à l'aéroport international président Modibo Keita de Bamako-Sénou circulaient sur les réseaux sociaux. Sur la base de ces images, on pouvait clairement identifier certains éléments à travers des turbans et des tenues militaires. D'autres se mettaient plutôt à arranger leurs bagages dans un bus. Il s'agissait, tout simplement, des ex-combattants venus à Bamako, la capitale du Mali, pour intégrer l'armée républicaine. La fiabilité de l'information a été confirmée sur « Studio Tamani » par Mohamed El Maouloud Mahamane, un responsable de la coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) : « Oui, je confirme que ce sont des éléments des groupes armés qui participent au processus de paix (CMA et Plateforme y compris). Ils sont quelques 400 personnes. Ce sont des éléments qui ont été enregistrés pour remplacer ceux qui se sont montrés inaptes lors des différentes étapes du DDR ». Selon ce responsable de la CMA, ces nouveaux arrivants ont suivi toutes les visites médicales, voire toutes les étapes requises lors des travaux d'un DDR accéléré à Kidal pour certains, Tombouctou et Gao pour d'autres éléments. Sur la question, des confirmations ont été également données par la commission DDR. Suivant les propos de Zahabi Ould Sidy Mohamed, ancien ministre du Mali et président de la commission Désarmement, Démobilisation Réinsertion/réintégration (DDR), « au total, ce sont 448 ex-combattants parmi lesquels figurent des femmes ». De plus, « Un premier groupe est arrivé le mardi 2 février. Le deuxième groupe est arrivé au lendemain 3 février 2021 ». Par ailleurs, « une dizaine d'éléments devraient rejoindre ces ex-combattants dans les jours à venir. Ces futurs éléments des forces de défense et de sécurité passeront 45 jours dans des centres de formation à Ségou et à Koulikoro avant d'intégrer l'armée malienne nationale reconstituée » (Zahabi Ould Sidy Mohamed sur la page de Studio Tamani).

Au total, 1 313 ex-combattants sont, selon la MINUSMA, passés par le processus du DDR avant d'intégrer l'armée malienne. Déployés dans les différentes régions, ces éléments assurent le processus de DDR, voire la sécurité des personnes et de leurs biens. Même si le processus du DDR, une phase cruciale pour la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger, tarde à être effective, force est de retenir que l'intégration de cette première vague des ex-combattants donne un peu de souffle à l'État malien qui prône la paix.

Mais, on note aussi des réticences. Autrement, tous les combattants ne sont pas prêts à rejoindre les rangs de l'armée régulière craignant des humiliations et des exclusions (Encadré 1).

Encadré 1 : Processus de DDR – Exclusion de bons éléments du groupe comme une offense

Il y a des membres des groupes armés qui ne veulent pas rejoindre le processus de DDR parce qu'ils ont peur d'être humiliés au moment de la sélection des candidats qui veulent intégrer l'armée malienne. C'est souvent le cas de combattants qui sont des chefs dans les groupes armés. Eux, ils sont respectés dans leur groupe et plusieurs personnes sont sous leur commandement. ils se disent que dans le cadre du processus du DDR, ils ont de forte chance d'être recalés à cause de leur âge avancé ou bien même ils trainent une maladie sans le savoir.

Ils ont peur qu'on leur dise au moment de la sélection "toi, tu es âgé, tu es malade, tu as un problème de vision, tu as des problèmes de santé, tu ne peux pas être un bon militaire" alors que dans la réalité ils sont les meilleurs dans leur groupe armé. Le fait qu'ils soient écartés peut être considéré comme une offense ! Pour ces gens, le fait de ne pas être pris par l'armée

nationale dans le cadre du processus du DDR peut être une humiliation. Ils préfèrent rester dans leur groupe armé pour une question d'honneur.

Propos d'un Agent de la Munisma, Bamako (Mali)

Cette position montre que les trajectoires des jeunes peuvent varier après leur recrutement dans les GA/GAD. En fonction de leur prestige ou plus encore du pouvoir qu'il exerce dans le groupe, les jeunes peuvent définir d'autres perspectives d'avenir.

2.5.3. Intégrer les groupes armés pour réaliser ses rêves

La conscription se réalise aussi sur la base des incitations financières. L'accueil du jeune dans le groupe est alors accompagné d'un don « *d'argent en guise de cadeau d'accueil* » (Enseignant à Diffa, Niger). Pour un jeune sans travail, l'argent est donc utilisé comme appât. La plupart des jeunes ont rejoint les groupes armés avec une forte envie de gagner de l'argent. « *Il est souvent promis aux nouveaux candidats de recevoir une moto et la somme de 300 000 à 500 000 FCFA. Imaginez-vous comment va réagir un jeune qui n'a jamais eu entre ses mains un billet de 5 000 ou 10.000 FCFA à qui on propose 200, 300 ou 500 000 FCFA !* » (Éducateur à Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). Mais, les gratifications peuvent être aussi sous d'autres formes « *Si tu veux une femme, ils vont en trouver. [...] Si tu veux un gros téléphone, ils achètent pour toi. Ils font le maximum pour que les jeunes enrôlés ne manquent de rien. C'est comme ça leur stratégie* » (Enseignant à Abala, Niger). Tout est fait pour que les jeunes enrôlés ne se plaignent de rien. Tous ces avantages accordés aux nouveaux recrues constituent « *un motif très fondamental dans l'explication du phénomène car des enfants recrutés par des groupes armés, une fois de retour au village, ils détiennent des armes, des motos et ils sont considérés comme des héros. Ainsi, ils sont enviés par leurs pairs et par tous leurs autres jeunes. Tous ces gens souhaitent par la suite être comme ces jeunes enrôlés par les groupes armés. Ils deviennent tous motivés et prêts à intégrer les groupes armés* » (Parent d'élève, Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). Avec ces différents présents, l'enfant et le jeune recru change en quelque sorte de statut social et les GA/GAD construisent ainsi une image du combattant épanoui.

Adhérer à un groupe, indique Orfali (2010), c'est s'affilier à celui-ci, souscrire à ses règles, gérer sa relation au monde en tant qu'individu et s'inscrire dans l'inter-individualité, favoriser son groupe et stigmatiser les autres groupes. Et dans le choix d'un et/ou des groupe(s), ce qui prévaut au niveau intra-individuel, c'est la satisfaction que ce(s) groupe(s) apporte(nt) à l'individu alors qu'au niveau interindividuel c'est la comparaison avec les autres qui est mise en avant.

Mais ce ne sont pas seulement les enfants et les jeunes nouvellement recrutés qui sont récompensés. « *Les parents qui ont encouragé leurs enfants à intégrer les groupes armés reçoivent plus d'argent !* » (Chargé de programme, Association Éveil Club de Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). La captation de ces ressources par les enfants/jeunes et les familles constituent sans doute un puissant moyen de recrutement au regard du niveau de pauvreté de ces pays.

« Ce dont je suis presque sûr c'est que des enfants et jeunes sont dans les groupes armés à cause du matériel qui leur a été promis. Le matériel est l'une des plus fondamentales raisons qui pousse les jeunes à intégrer les groupes terroristes. Au début, l'État a compris cela ; d'ailleurs il a essayé de compenser le gap au niveau des zones qui sont en proie aux groupes armés. L'État a organisé des activités lucratives pour donner un peu de place aux jeunes qui étaient majoritairement dans le chômage. Seulement il n'a pas fait assez et les jeunes sont obligés de se tourner vers celui qui offre le plus, malheureusement ce sont les groupes armés qui offrent plus de biens aux jeunes que l'État même si en termes d'opportunités et de carrière c'est plus tôt le contraire » (Membre de l'Association des élèves et étudiants musulmans à Ouagadougou, Burkina Faso).

Le don appelant le contre-don (Mauss M.)⁷, les enfants et les jeunes ont apparemment, du point de vue matériel, plus à gagner dans les GA/GAD.

2.5.4. Entre ego, virilité et pouvoir chez les enfants et les jeunes enrôlés

L'ego est la partie humaine de l'homme qui l'oblige à tout ramener à lui. Tout humain est attiré inéluctablement par tout le système mis en place par l'ego. Sans l'ego, l'homme matière n'existerait pas puisque le corps en est son idole. L'égo peut nourrir la virilité et la conception du pouvoir.

Dans la psychologie de l'enfant, le mimétisme s'inscrit dans un processus de construction de sa propre identité. Un enfant qui joue à un jeu de guerre n'est donc pas forcément violent. Il imite des comportements du monde réel, du monde de l'adulte. Manipuler une vraie arme n'est donc pas forcément perçu par l'enfant comme un acte qui dégrade son être. Au contraire, « *Des enfants se sont engagés dans les groupes armés pour faire la même chose que leurs amis. Ils ont besoin de prouver leur virilité. Pour eux, intégrer les groupes armés est une marque de bravoure et de puissance. Le fait de tenir une arme donne une nouvelle ascension sociale pour certains enfants et jeunes. Avoir une arme dans les mains est une fierté* » (Jeune leader communautaire à Gao).

Reproduire les comportements des pairs, des jeunes et des adultes est au cœur du désir des enfants de rejoindre les rangs des GA/GAD qui s'exhibent. Le port d'une arme consacre donc dans l'imaginaire de ces enfants le passage à l'âge adulte. En somme, il s'agirait pour ces derniers d'un rite de passage à partir duquel, ils veulent montrer leur virilité. « *Pour moi le pourquoi de leur adhésion est synonyme de vouloir marquer sa virilité* » (Responsable de Mouvement à Gao, Mali).

La virilité est un combat permanent qui occupe une grande place dans l'activité psychique du sujet de sexe masculin. Intégrer un groupe armé est dans l'ordre du cheminement psychique, le développement mental des garçons. Les garçons vivent dans une société patriarcale où la domination masculine est fondamentale. La « légitimation » de la domination masculine s'appuyait sur le pouvoir, sur les textes sacrés et leur interprétation ou tout simplement sur la force.

Cette domination masculine accompagnait la fonction paternelle, celle-ci permettant tout à la fois une soumission à la loi patriarcale et une subjectivation par la loi. Dans une société patriarcale, il est difficile de faire la part, dans la fonction paternelle, entre son pouvoir de domination politique, qui impose un assujettissement, et son rôle de ressort psychique de subjectivation par la loi. Accepter et se rebeller participaient tour à tour à la construction de la virilité. Les garçons se rebellent ; ils disposent d'un modèle identificatoire. Intégrer les groupes armés n'est-ce pas une manière pour les garçons un moyen de confirmer une nouvelle manière d'être homme ?

« Des enfants et jeunes sont dans des groupes armés pour confirmer qu'ils sont dans le cercle des adultes ou des « hommes murs » ! Pour les jeunes, disposer d'une arme et en faire ce dont on en veut est vraiment un symbole de pouvoir surtout que les jeunes sont inspirés par les films de guerre dont avoir une arme est un symbole de bravoure et de force. Pour des enfants et jeunes tenir une arme à la main est un exploit. Pour d'autres jeunes disposer d'une arme, savoir la manipuler, charger, décharger, nettoyer, tout cela est un jeu pour lui ! Être un homme viril c'est savoir faire tout cela. Des enfants et des jeunes qui sont dans ces groupes ne sont pas forcément animés par la foi. Ils sont dans un environnement de jeu pour eux quand ils sont dans les groupes armés » (Agent de la Direction de la protection de l'Enfance à Niamey, Niger).

Ces enfants ne réalisent pas forcément ce qu'ils vivent. Ils ne sont qu'enfants mais pour eux « On ne naît pas homme, on le devient ! ». Pour un ancien combattant d'Ansaroul Islam, « *Dans le groupe, il y a également des enfants de 8, de 9 et de 12 ans. Ils sont tous initiés sur la planification de guerres, sur*

⁷ Marcel Mauss, « Essai sur le don. Formes et raisons de l'échange dans les sociétés archaïques », L'année sociologique, nouvelle série, tome 1, 1923-1924.

la connaissance des armes, etc. Dès que l'on intègre le groupe armé, on n'a plus un esprit d'enfant ! ». Intégrer ces groupes armés est donc au cœur de leur processus d'affirmation.

Les enfants enrôlés prennent l'arme comme un jeu mais dans un sens large, les jeunes la perçoivent comme un instrument d'autorité, un instrument de pouvoir avec lequel ils ont la capacité de soumettre quelqu'un, d'amener quelqu'un à faire leur volonté « *Être recruté par des groupes armés, ça donne des ailes ! Pour de nombreux jeunes avoir des armes à la main, c'est se sentir au-dessus des gens !* » (Agent de la Mairie de TinAkoff, Province d'Oudalan, Région du Sahel, Burkina Faso). Mais, aussi comme un symbole de leur liberté, liberté de faire ce qu'ils veulent. « *Quand on voit comment les jeunes se comportent dans les groupes armés, c'est comme s'ils avaient senti le besoin d'exprimer une liberté. Pour eux, avoir une arme entre les mains, c'est avoir du pouvoir sur les autres. Dans ce cas, avoir du pouvoir et de la liberté vont de pair. La personne qui a du pouvoir exerce une domination partout où il passe, donc il devient libre. Disposer d'une arme, c'est déjà un élément qui te donne du pouvoir et c'est donc grâce à cette arme qu'il trouve la liberté* » (Éducateur à Titao, Burkina Faso). Les enfants qui dans un état de pré-insertion dans les GA/GAD n'avait pas forcément une idée de leur réalisation personnelle vu leur condition socioéconomique ont trouvé dans ces groupes des cadres qui leur permettent de se projeter et de développer leur égo. Ce qui se manifeste par l'exercice de l'autorité à travers les armes.

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont des pays de l'Afrique de l'ouest qui subissent une crise sécuritaire aigue. Face aux forcées armées régulières, les groupes armés et groupes armés djihadistes utilisent une stratégie basée sur le recrutement des enfants et des jeunes. Cet enrôlement militaire présente plusieurs aspects. De façon générale, il faut éviter de donner plus de poids à un type d'enrôlement. Les différents types sont interdépendants et s'imbriquent. Tout fonctionne comme dans un système et c'est l'analyse conjuguée des différents types d'enrôlement qui peut permettre de comprendre le mode opératoire des GA/GAD. Mais, à quoi servent les enfants et les jeunes enrôlés ?

3. Activités des jeunes et enfants dans les groupes armés

Dans les GA/GAD, on note une division fonctionnelle du travail. Cette division est basée sur les critères d'âge, de sexe, etc. De façon générale, le multitâche est la règle. Tout le monde (enfants et jeunes) est combattant et informateur. Les enfants et les jeunes sont les agents de renseignement des GA/GAD. Mais, « *Au moment des attaques, les filles sont moins visibles que les garçons mais elles sont bien présentes dans les groupes armés. Elles sont rarement au front comme des combattantes mais il y a certaines qui sont de vraies guerrières* » (Responsable de Mouvement, Gao, Mali). Comme dans une armée régulière, dans leur rôle d'informateur, les enfants et les jeunes ont aussi des couvertures. Ces extraits d'entretien témoignent de cette réalité.

« Les jeunes ne sont pas uniquement utilisés pour l'usage des armes, ils sont également informateurs. A l'extérieur de la ville de Djibo, vers le secteur un, un jeune qui vendait des cigarettes, des biscuits et des bonbons avait pour rôle d'informer les membres du groupe armé cachés en brousse. Quand ils voyaient les militaires prendre le chemin qui mène vers Nassoumbou, Bourou, Arbinda et Tongomayei, il criait fort "Arma Falti" (l'armée passait). C'était façon de faire l'alerte au groupe armé » (Éducateur à Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

« On les voit déambuler portant à la tête des papiers d'orange sous prétexte qu'ils vendent des fruits alors qu'ils sont en train d'identifier la situation du terrain pour transmettre des informations aux groupes armés. Ils balisent le terrain avant les attaques des groupes armés » (Agent du Village SOS Enfants, Ouagadougou).

« Il y a de petits garçons et filles qui trainent dans les gares routières de Sonef Transport, Afrika Tour, Tilemsi, Bani Transport, Ghana Transport, etc. donnant l'impression qu'ils vendent des fruits, de l'eau ou des cacahuètes mais en réalité ils sont pour la majeure partie des informateurs » (Coordonnatrice de projet, Protection des Enfants, Gao, Mali).

Ces enfants et jeunes jouent ainsi un rôle éminent stratégique dans les GA/GAD. Il est évidemment plus difficile de soupçonner un enfant informateur car l'enfance fait appel à l'innocence, à l'inconscience, etc. Ces attributs de l'enfance voire de l'adolescence sont donc utilisés à juste titre par les GA/GAD pour faire diversion. Ils sont équipés de moyens de communication notamment des téléphones. Mais rappelons que l'utilisation des enfants/jeunes comme informateurs n'est pas propres aux GA/GAD dans le contexte africain.

Toutefois, il existe des tâches nettement sexuées. « *Les jeunes garçons font la recherche du bois de réchauffe tandis que les filles font la cuisine. Elles peuvent également être utilisées à des fins sexuelles. Garçons et filles sont tous exploités* » (Agent Centre de transit et orientation, Gao, Mali). De façon particulière, les filles sont et peuvent être utilisées comme esclaves sexuels.

Au-delà de ces données d'ordre général, il faut préciser que l'utilisation des enfants et des jeunes est relative à la stratégie de certains groupes. En effet, « *Certains enfants sont souvent utilisés pour des travaux tandis que d'autres sont recrutés pour des combats* » (Agent Centre de transit et orientation, Gao, Mali). On peut retrouver aussi des groupes où « *les filles ne combattent pas* » (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel).

4. Règles dans les groupes armés

Il existe un code de conduite dans les GA/GAD. Seulement quelques aspects de ce code transparaissent dans les entretiens. Ce code est basé sur le code vestimentaire, le profil corporel, le respect de la hiérarchie et des instructions, etc. « *Des enfants ainsi que des jeunes qui étaient dans des groupes armés nous ont raconté que ceux-ci ont des règles strictes que tous les membres doivent respectés sous peine d'être punis. On exige à tout le monde de porter des pantalons sautés, de laisser pousser la barbe, d'éviter de faire des discussions inutiles et de tout faire pour être de bons musulmans* » (Chef coutumier, Koumbri, Province du Yatenga, Région Nord, Burkina Faso). Les GA/GAD n'admettent ni la nostalgie de la famille, ni la fugue. Si ce principe venait à être transcendé, l'enfant ou le jeune peut subir des mutilations corporelles.

« *Certains enfants une fois dans les groupes armés sont victimes de mutilations corporelles soit à la suite de bagarres soit de la part de leurs chefs militaires en guise de sanction. C'est souvent le cas des enfants qui ont tenté de fuir. Dans les groupes armés surtout ceux des djihadistes, les figures ne sont pas tolérées* » (Chef d'équipe, Mécanisme de surveillance et de communication, Gao).

Les mutilations peuvent être analysées comme des marqueurs pour signaler aux autres éléments du groupe que celui-ci ne tolère aucune déviance et servir en même temps d'indicateur de dissuasion. Mais, ces cas de violences ont certainement des effets non visibles sur la psychologie des enfants.

5. Effets de l'enrôlement sur les jeunes et enfants

L'enrôlement opère des changements sur les jeunes. On note notamment des changements du code vestimentaire mais aussi des changements comportementaux.

5.1. Changement d'habillements

Le code vestimentaire imposé dans les GA/GAD a un effet direct sur le style vestimentaire des enrôlés. Ce code est axé sur les prescriptions religieuses notamment « *Habillement très sobre* » et « *Être très détaché du luxe et de la vie mondaine* ». Par conséquent, « *Dans les groupes armés, les jeunes portent tous le même style d'habits ; ils portent tous des pantalons sautés ! Je pense que cela fait partie des règles dans les groupes armés* » (Parent d'élève à Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso). C'est le principal changement qui permet aux populations d'identifier clairement les enrôlés.

« *On les voit circuler sans leurs armes. Le jour du marché, on peut vous dire qui des jeunes est membre d'un groupe armé sans se tromper. Ils viennent sans leurs armes mais on les reconnaît* »

facilement, rien que par leur habillement. Ces gens n'accordent pas une grande importance aux habits puisqu'ils se disent être en djihad » (Parent d'élève à Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

A première vue, le rôle d'informateur de ces jeunes est remis en cause par leur profil. Mais, ils s'avèrent efficaces.

5.2. Changement de comportements et de valeurs

Les enfants sont recrutés dans les groupes armés parce qu'ils sont considérés comme faciles à manipuler, parce qu'ils ne sont pas vraiment conscients des dangers encourus et qu'ils n'ont pas encore la notion du bien et du mal. Dans certains cas, on leur fournit des armes meurtrières, on leur fait boire de l'alcool et on les drogue pour les inciter à la violence et leur enlever toute peur, ou on les contraint à devenir dépendants du groupe qui les a recrutés. Incapables de trouver une issue ou trop effrayés pour le faire, ces enfants deviennent parfois incontrôlables et dangereux à la fois pour eux-mêmes et pour les autres. Cependant, les enfants associés à des forces ou à des groupes armés souffrent de séquelles physiques, psychologiques et sociales : les effets de leur participation au conflit perdurent souvent longtemps après la fin des hostilités. Il est difficile d'estimer le nombre exact d'enfants associés aux groupes armés dans le monde. Néanmoins, on peut affirmer avec certitude que des centaines de milliers d'enfants auraient connu ce sort au cours des dix dernières années.

Les GA/GAD dictent de nouveaux comportements à adopter par ces membres. Bien évidemment, les groupes sont aussi considérés comme des agents de socialisation. Les jeunes sont donc dans un processus où ils doivent adopter des valeurs et des normes qui n'ont pas cours dans leurs familles d'origine. Il s'agit entre autres de la consommation des drogues qui poussent à des actes violents. Avec ces produits dopants, le jeune devient presque une « autre personne ».

La prise de drogue est nécessaire pour les attaques mais les jeunes peuvent être aussi drogués pour d'autres raisons. « *Ils le sont quand ils vont faire des attaques mais certains sont drogués lorsqu'ils parlent de leurs parents. On interdit aux enfants de parler de leurs familles, ces souvenirs sont bannis !* » (Agent au Centre de transit et orientation. Gao. Mali).

L'effet des drogues et des enseignements islamistes provoquent aussi des changements de comportements. « *Le fait d'être dans les groupes armés change radicalement le comportement des jeunes et des enfants. Ils changent complètement de discours. S'ils étaient timides, ils deviennent des révolutionnaires avec des discours va-t-en guerre. A force d'entendre des discours qui les galvanisent, ils changent de comportement* » (Responsable de Mouvement à Gao, Mali). Mais les jeunes peuvent s'adonner au meurtre, au vol. « *Ici [à Inates], ce sont les enfants des nomades qui tuent les nomades. Ce sont les enfants des nomades qui emportent le bétail des nomades* » (Agent de la Mairie de Inates, Niger). Sous l'emprise des drogues, les jeunes perdent toute sensibilité.

Mais malgré l'important contrôle social qu'exerce le groupe, des jeunes arrivent à le quitter.

6. Quitter le groupe : entre vœux dissimulés et réalisations

Les jeunes arrivent à quitter les groupes armés. Mais quitter ces groupes peut avoir deux dimensions. Certains jeunes quittent définitivement les groupes armés pendant que d'autres quittent un groupe pour un autre. Le premier se produit lorsque le jeune retrouve un état de conscience qui lui permet de faire une différence entre le sens des écritures saintes et l'interprétation des chefs guerriers. Pour un maître coranique de Djibo (Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso) :

« Les chefs de ces groupes n'ont aucune maîtrise des textes religieux ! Ils proposent des prêches erronés qui n'ont pas de fondement religieux. Des jeunes commencent à comprendre le jeu de ceux qui dirigent les groupes armés et c'est pour cette raison qu'ils n'hésitent pas de quitter les

groupes armés. Ils s'éloignent des groupes armés lorsqu'ils se rendent compte que les discours qui leur sont servis n'ont rien à voir avec la religion ».

Cette manière de quitter les groupes armés paraît improbable sans un réel processus de déradicalisation. On pourrait aussi faire l'hypothèse d'une radicalisation non réussie.

D'autres facteurs explicatifs de la désertion des groupes armés sont donc plus plébiscités.

« Parfois, des enfants enrôlés regrettent d'avoir intégré des groupes armés surtout lorsqu'ils se rendent compte que les promesses basées sur de matériels tels que la moto, de l'argent ou d'un grand téléphone portable ne sont pas honorées. Voilà, ils sont déçus. Il y a également d'autres jeunes une fois arrivés sur le terrain, ils se rendent compte que les choses sont très compliquées ; non seulement il n'y a pas de repos mais surtout ils perdent toute leur liberté. Des jeunes qui se retrouvent dans ces situations, souvent, ils quittent les groupes armés » (Chargé de programme, Association Éveil Club de Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

Ces facteurs mettent en relief le rôle des facteurs économiques et des attentes dans la désertion des jeunes et des enfants. Cette forme de désertion paraît donc précoce car l'individu n'a pas vraiment encore été moulé dans les principes du groupe. Mais, *« au retour dans leur milieu d'origine, ils ont d'énormes soucis pour leur réinsertion sociale »* (Chargé de programme, Association Éveil Club de Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso) et peuvent devenir des facteurs de risques pour leurs parents, leur communauté. D'où la désertion d'un groupe armé peut pousser dans les bras d'un autre groupe armé.

« Il y a des jeunes qui quittent leur groupe pour rejoindre un autre, mais il y a souvent des risques à cause de possibles représailles. Les groupes ne veulent pas que leurs anciens membres ne rejoignent d'autres groupes. Ils pensent que ceux-ci peuvent connaître leurs stratégies et leurs modes opératoires. Voilà pourquoi des jeunes ont peur lorsqu'ils quittent le groupe. Leurs parents également ne sont pas rassurés lorsqu'ils accueillent un membre de la famille qui était dans un groupe armé. Certains jeunes quittent les groupes pour rentrer chez eux avant de rejoindre des lieux lointains » (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel).

Un jeune/enfant qui quitte un groupe armé est animé par un sentiment de peur. Avidé de sécurité, il peut donc rejoindre un autre groupe. *« Mais d'autres quittent un groupe pour un autre parce que tout simplement ce dernier paie mieux et partage de manière plus équitable le butin ! Tout cela ne fait que nous confirmer que la religion est un simple prétexte dans les groupes armés »* (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel). Le facteur économique se présente donc comme un élément essentiel de l'intégration d'un groupe armé/groupe armé djihadiste. Il s'agit sans doute d'une quête de situations économiques meilleures, d'un plus offrant. Ces situations sont favorisées entre autres par les affinités entre groupes armés et groupes armés djihadistes. En effet, *« il y a une réelle perméabilité entre les différents groupes armés. Parfois on a du mal à comprendre [distinguer] entre djihadistes, terroristes, grands bandits, malfaiteurs, coupeurs de route, etc. On entre et on sort d'un groupe à un autre selon les opportunités et les meilleures opportunités »* (Leader local, Gorom-Gorom, Province d'Oudalan, Région du Sahel, Burkina Faso).

7. Recueil de récits de jeunes (ex)-membres de groupes armés

Cette section retrace les témoignages de jeunes ex-membres des GA/GAD. Il s'agit essentiellement des ex-combattants de Ansaroul Islam au Burkina Faso et de Boko Haram au Niger. Ces témoignages mettent l'accent sur les conditions de vie dans les groupes et les facteurs à l'origine de la désertion.

Encadré 3 : Un jeune ex-combattant de Ansaroul Islam, Boguelpassoure, Burkina Faso

J'ai intégré le groupe Ansaroul Islam à la suite des causeries religieuses qu'Imam Dicko animait à Djibo. Au début, l'enfant trouve du plaisir d'avoir été envoyé dans un groupe armé parce qu'il porte une arme. Mais il y a des enfants qui rejoignent le groupe armé de son propre gré. C'est l'enrôlement volontairement. Il peut arriver que les parents demandent à leur enfant de quitter le groupe armé mais c'est devenu trop tard parce que l'enfant est habitué à la vie du groupe armé. Souvent ce sont des conflits entre l'enfant et ses parents. Les groupes armés ont cette capacité de faire un lavage de cerveau des enfants. C'est pour cette raison que certains enfants, une fois dans le groupe armé, changent de comportements, de façons de faire, de voir et de parler. Les groupes armés fondent tout leur discours sur l'aspect religieux. Il n'est pas facile de faire une estimation exacte du nombre d'enfants présents dans un groupe armé parce qu'ils ne sont pas tous dans le même lieu. Il y a plusieurs villages où sont logés les enfants enrôlés. Habituellement, tous les enfants sont des Tamasheqs ou des Peuls mais la majorité est peuls. Dans le groupe, une bonne partie des membres vient du Mali mais les enfants enrôlés dans les groupes sont du Burkina.

Moi j'ai quitté le groupe armé et j'ai choisi de revenir chez moi seulement je trouve difficile la réinsertion en famille. A mon avis la réinsertion des enfants qui étaient dans un groupe armé ne devrait pas poser de problème car ces enfants peuvent être pardonnés quel que soit la nature de leurs actes. C'est au niveau des autorités du Burkina de voir si ces enfants sont à pardonner ou pas. Il y a des enfants qui regrettent le fait d'avoir intégré un groupe armé mais leur grande crainte c'est de se faire tuer par les autorités. Ces enfants sont aujourd'hui dans un dilemme dans la mesure où ils risquent de se faire tuer par les autorités de leur pays ou par les groupes armés qu'ils ont quittés.

Encadré 4 : Un jeune ex-combattant de Ansaroul Islam, Gankouna, Burkina Faso

Lorsque je devais rejoindre le groupe de Dicko je n'ai dit au revoir à personne. Je ne voulais pas que les gens soient au courant de mon projet. Au niveau du groupe armé, nous étions de nombreux enfants et jeunes. On nous demandait de faire des tâches précises et on les faisait sans rechigner. Dans le groupe armé, j'espérais y trouver de meilleures conditions de vie mais je me suis rendu compte qu'être dans un groupe armé me faisait plus de tort que de bien. J'ai décidé d'arrêter et de partir lorsque je me suis rendu compte des difficultés intarissables ! Dans le groupe armé, les enfants ne sont pas respectés, ils n'ont aucune opinion, rien, il faut respecter les instructions. Les conditions étaient extrêmement difficiles on n'avait presque rien à manger, on n'avait pas où dormir ; on était tout le temps dans la brousse. Ce sont les autres qui partaient aux attaques et lorsqu'ils ramenaient quelque chose à grignoter on mangeait mais mis à part cela les conditions de vie étaient insoutenables.

J'ai passé deux ans dans le groupe de Dicko avant de quitter. Quand les parents ont appris que j'ai rejoint le groupe armé, ils avaient peur de moi. Moi également j'avais peur que l'armée me prenne un jour. La peur c'est des deux côtés !

Pourquoi j'ai rejoint le groupe armé ? Des gens qui étaient dans le groupe m'appelaient pour me décrire comment était la vie dans le groupe. Ils me demandaient de les rejoindre.

Lorsque je suis arrivé au groupe on m'a montré comment tenir une arme. Comment passer du temps avec son arme sans se fatiguer. On m'a appris à être prêt à tout moment et à me battre. On m'a appris à être prêt pour le combat. J'ai rapidement maîtrisé ce qu'on m'a appris et je suis même devenu chef de groupe. Il m'arrivait d'être chef d'équipe et de faire la conquête de villages.

A l'entrée du village, on cachait nos armes, on faisait nos prêches pour mobiliser des candidats qui devaient rejoindre le groupe. J'ai quitté ce groupe parce que je n'ai rien vu de ce qui me motivait. Les valeurs qui m'ont été inculquées ramaient à contre-courant. Je me suis rendu compte que j'étais en train de faire du mal. Une fois j'ai discuté avec un membre du groupe, et nous avions tous les deux envie de déposer les armes et de partir. La personne m'a répondu qu'il serait bien de quitter le groupe et c'est une chose que toute la nation allait apprécier. Ses propos étaient acceptés parce que j'étais trop fatigué en ce moment, mon corps avait besoin du repos. Depuis que je suis revenu en famille, je vis bien par la grâce de Dieu et je ne pense pas repartir un jour au groupe.

Encadré 5 : Un frère de deux ex-combattants de Ansaroul Islam, Gankouna, Burkina Faso

Mes deux frères âgés de 17 et 21 ans ont refusé d'être interrogés parce qu'ils ne veulent pas avoir des problèmes. Ils disent qu'ils ne veulent plus se rappeler de ce qu'ils ont vécu dans les groupes armés. Personnellement, je respecte leur choix car lorsqu'ils ont intégré le groupe Ansaroul Islam de Imam Dicko, ils étaient très jeunes. Ils sont restés pendant une année dans le groupe Ansaroul Islam de Imam Dicko. Ils ont rejoint le groupe armé par l'intermédiaire de leurs amis qui les fréquentaient (Homme, Ouindoupoli, Département de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

Encadré 6 : Un jeune ex-combattant de Ansaroul Islam, Sein, Burkina Faso

J'ai fait 2 ans à Ansaroul Islam où j'ai énormément appris sur la vie de groupe et loin de sa famille d'origine. En fait je devrais plutôt dire de sa famille d'origine car le groupe est une autre famille. Avant d'intégrer Ansaroul Islam, j'étais une personne ordinaire comme tout le monde. J'ai rejoint le groupe parce que je n'avais rien d'autre à faire à part errer. Je n'avais aucune autre motivation qui m'avait poussée à rejoindre.

Avant de rejoindre le groupe armé, je ne l'ai dit à personne, ni à mes parents, ni à mes amis. Je n'ai informé personne pour la simple raison que je tenais à réaliser mon projet. Lorsque j'ai pris contact avec un membre du groupe connu aux séances de prêches, un rendez m'a été donné à plusieurs reprises avant d'être pris. C'est lorsque j'ai intégré le groupe que j'ai compris que c'est une stratégie du groupe pour voir si réellement le candidat est motivé ou s'il n'a pas informé des agents de sécurité.

Dans le groupe armé, je faisais partie de ceux qui avaient pour rôles de faire parfois des descentes dans les villages pour récupérer la *zakat*. La contribution financière que donnaient les populations. Je faisais ces descentes avec d'autres personnes qui connaissaient bien la région. Ce sont elles qui nous briefaient au moment de faire la collecte. Et c'est à elles que nous remettions l'argent collecté. Dans le groupe, il y avait des personnes de plus de 50 ans mais la majorité des membres était des jeunes de moins de 25 ans. Les personnes les plus âgées se chargeaient de notre encadrement. Toutes les activités du groupe se limitaient aux prêches, aux attaques et à la récupération de la *zakat*. Je ne voyais pas des choses qui pouvaient faire changer ma vie directement. Personnellement je ne voyais pas comment ces activités pouvaient que l'on faisait dans le groupe pouvaient changer ma vie. C'est après plusieurs mois de réflexion que j'ai muri l'idée de quitter le groupe.

Avant de quitter le groupe, je n'ai pas prévenu les camarades. Je suis parti sans informer personne. Je ne voulais pas être victime de représailles de la part des membres du groupe. Vous avez un départ du groupe est considéré comme une faute grave. C'est quelque chose que les chefs ne pardonnent pas. Voilà pourquoi je n'ai pas prévenu mes camarades au moment de quitter le groupe. Ce que j'ai appris de mon séjour en brousse, c'est que les groupes armés ne respectent pas leurs promesses. Avant de le rejoindre ils promettent des merveilles aux candidats mais une fois en brousse ils ne tiennent pas leurs promesses. Nous par exemple, à part ce qui nous a été donné au début, l'argent, le téléphone, il n'y avait plus rien, la moto c'est pour les missions du groupe, l'arme également. Il nous arrivait de rester de longs moments sans rien faire avec parfois des conditions de vie très difficiles. En brousse, il n'y a pas d'habitations, nous étions toujours sous les arbres et le plus souvent dans la chaleur. Il nous arrivait de prendre nos motos et de foncer dans la brousse sans aucune raison ! L'ennui qui nous a poussé à rejoindre le groupe armé nous rattrapait rapidement en brousse !

Encadré 7 : Un jeune ex-combattant de Ansaroul Islam, Gankouna, Burkina Faso

J'ai passé plus de 4 ans au Ansaroul Islam de Malam Dicko. J'ai connu son groupe en allant écouter les prêches de Malam Ibrahim Dicko qu'il organisait à Djibo. Ce qui m'a le plus motivé à rejoindre le groupe de Malam Ibrahim Dicko c'est sa façon de voir les choses. Ses prêches étaient différentes des autres. Il était direct et objectif. C'était la principale raison pour laquelle j'ai rejoint son groupe. Et puis comme je n'avais rien à faire, mon intégration

au groupe s'est fait rapidement. Je n'avais aucune activité à faire. En fait, je peux dire que j'étais en chômage. Le fait de rester sans rien faire m'a poussé ainsi que d'autres jeunes à trouver une occupation et la seule disponible était de rejoindre un groupe, voilà pourquoi j'ai rejoint le Ansaroul Islam de Malam Dicko. Avec Ansaroul Islam, j'ai découvert une autre façon de voir la religion. Contrairement à d'autres personnes ayant rejoint Ansaroul Islam, j'ai prévenu ma famille. Certains membres de ma famille ont pris ma décision de bon cœur tandis que d'autres n'avaient pas accepté mon choix ; n'empêche, je suis parti rejoindre Ansaroul Islam. Au moment du recrutement, ce qui était important pour Ansaroul Islam était d'avoir des gens motivés, des gens prêts à les suivre, enfants qui étaient à l'école moderne ou enfants des écoles coraniques. Il faut se dire que les candidats recherchés par Ansaroul Islam sont des enfants âgés de 15 à 25 ans. Voilà, ce que Ansaroul Islam souhaitait avoir au moment du recrutement !

Dans le groupe, j'étais un mécanicien. Je réparais les engins des membres du groupe. J'étais bien traité tout comme les autres jeunes. Dans le groupe, notre mode de vie était très précaire. On n'avait pas où dormir comme on voulait. On n'avait presque pas de quoi manger et on errait dans la nature attendant que les autres nous livrent de quoi manger. Nos conditions de vie étaient difficiles.

J'ai quitté le groupe parce que je commençais à avoir marre de ce qu'on nous demandait de faire. Un jour j'ai pris la décision de quitter le groupe et j'ai pris la décision de partir sans avertir personne. J'ai pris cette décision parce que je ne voulais que des camarades me dissuadent de partir. Moi personnellement je n'ai pas l'intention de repartir dans ce groupe. A l'heure actuelle, je souhaite que la paix revienne dans mon pays.

Encadré 8 : Un jeune enrôlé originaire de Ouindoupoli, Département de Baraboulé. Province du Soum. Région du Sahel, Burkina Faso

Au moment de rejoindre le groupe Ansaroul Islam de Imam Dicko, mes deux frères n'ont informé personne. Non ! Ils n'ont informé aucun membre de notre famille. A part leurs amis, ils n'ont informé personne ! ils ont bien gardé leur projet sûrement parce qu'ils craignaient que nos parents allaient s'opposer à leur projet d'intégrer le groupe Ansaroul Islam de Imam Dicko. Lorsqu'ils ont rejoint le groupe, à la maison nous nous sommes rendus compte un peu tardivement. A la maison, au début, nous avons pensé qu'ils étaient partis faire un tour dans les villages environnants mais lorsque leur absence commençait à durer nous nous sommes inquiétés parce qu'à Baraboulé on commençait à se rendre compte que de plus en plus des jeunes rejoignaient les groupes armés sans le dire à leurs parents. Je ne connais pas la personne qui les a réellement encouragés à se rendre au groupe de Badiné mais ce dont je suis sûr c'est que ils ont été sûrement accompagnés par quelqu'un. Je pense que les seules personnes qui pouvaient les influencer sont leurs amis qui étaient dans le groupe de Badiné avec eux. Au moment de sortir du groupe, je pense qu'ils ont fait la même chose. Ils n'ont annoncé leur retour à personne. Certainement ils n'ont pas dit au revoir à leurs camarades restés au groupe armé.

Lorsqu'ils sont rentrés à la maison ils nous ont juste raconté que pour revenir à la maison ils ont juste dit à leurs camarades qu'ils partaient pour des commissions. Ils partaient pour des enquêtes et consorts. Voilà comment un beau jour ils sont revenus à la maison mais sans leurs armes (Homme. Ouindoupoli, Département de Baraboulé. Province du Soum. Région du Sahel, Burkina Faso).

Je pense que mes frères ont rejoint Ansaroul Islam dans un village qui se trouve à 25 km de Baraboulé sous l'influence de leurs amis qui y étaient déjà. Eux et leurs amis étaient très liés. Ensemble, ils voulaient toujours avoir et faire la même chose. Ils étaient toujours ensemble ! Du moment que leurs amis étaient déjà dans les groupes armés, sûrement, mes frères voulaient eux également y être et de pouvoir tenir des armes comme leurs amis. La curiosité certainement ! Ils sont allés rejoindre leurs amis parce qu'ils voulaient savoir ce qui se passait de l'autre côté. Pour les jeunes, certainement c'est le cas de mes frères être dans un groupe armé c'est être en sécurité parce qu'ils ont les armes à leurs mains. Être dans un groupe

armé, c'est se sentir forts, être grands et respectés (Homme. Ouindoupoli, Département de Baraboulé. Province du Soum. Région du Sahel, Burkina Faso).

Depuis leur retour, ils ne nous ont pas tout raconté de leur vie dans le groupe de Badiné Amadou Daouda. Sûrement, ils ont des choses à nous raconter seulement depuis leur retour ils ne parlent pas trop. Ils ne disent pas pourquoi ils ont rejoint le groupe et ce qui les a poussé à y rester pendant dix-neuf mois. Ils ne parlent pas trop de tout cela à part de temps en temps ils reviennent sur les promesses non tenues par les chefs. Ces promesses non respectées dans leur groupe, je pense, doivent être en rapport avec le départ de mes frères ! A la maison ce sont les seules choses qu'ils ne cessent de répéter mais sans trop entrer dans les détails (Homme. Ouindoupoli, Département de Baraboulé. Province du Soum. Région du Sahel, Burkina Faso).

Une fois ils nous ont dit que dans le groupe armé, c'est une autre réalité. Ils voyaient leurs camarades qui faisaient rien de bon à part des pillages, des choses inutiles (Homme. Ouindoupoli, Département de Baraboulé. Province du Soum. Région du Sahel, Burkina Faso).

Les jeunes qui sont dans les groupes armes sont âgés entre 15 et 18 ans. Ils ne sont pas d'âges matures ! Certains n'ont jamais été à l'école tandis que d'autres y étaient jusqu'au moment où les établissements scolaires ont été fermés à la suite des attaques. Ceux qui n'ont jamais été à l'école avaient comme activité de conduire le troupeau de la famille en brousse ou d'aller chercher un peu d'argent dans les site d'orpaillage. Maintenant, ils ne peuvent plus faire ces activités à cause des attaques des groupes armés. C'est ça la situation à laquelle vivent au quotidien les jeunes à Baraboulé, Diguel, Kelbo, Koutougou, Nassoumbou, Pobé-Mengao, Tongomayel. Dans toute la région du Sahel les parents sont inquiets car ils savent que leurs enfants ne sont plus à l'abri, d'un jour à un autre, ils peuvent partir rejoindre les groupes armés (Homme. Ouindoupoli, Département de Baraboulé. Province du Soum. Région du Sahel, Burkina Faso).

Si le parent est dans le groupe armé, l'enfant n'a pas de choix, il est obligé de rejoindre d'office le groupe. Son intégration au groupe est une obligation ! (H. Ouindoupoli, Département de Baraboulé. Province du Soum. Région du Sahel, Burkina Faso).

Le fort des groupes armés c'est le lavage de cerveau. Ils arrivent à changer complètement les esprits des jeunes qui les intègrent (Homme. Ouindoupoli, Département de Baraboulé. Province du Soum. Région du Sahel, Burkina Faso).

Les promesses faites au moment de l'enrôlement, les jeunes ne les auront jamais ! Ce sont de fausses promesses. Mes frères ont eu toute sorte de promesse avant de rejoindre le groupe armé, moto, beaucoup d'argent, un grand téléphone portable, etc. Ils n'ont rien reçu à part quelques billets. Les groupes armés tant que l'on ne les fréquente pas ou que l'on discute avec quelqu'un qui vient d'y sortir fraîchement c'est quasi impossible de savoir la vie qui s'y fait (Homme. Ouindoupoli, Département de Baraboulé. Province du Soum. Région du Sahel, Burkina Faso).

Ces témoignages montrent l'influence du personnage de l'Imam Dicko sur les enfants et les jeunes. Un homme « pieux » et « discret ». A Djibo, chef-lieu de la province du Soum, Malam est connu depuis des années. C'est un enfant de la province, il est intégré. Il est né dans les environs de Soboulé, un village situé au nord de Djibo, à une poignée de kilomètres de la frontière malienne. Passé par l'école républicaine classique puis par l'école coranique, au Burkina Faso puis à l'étranger, il a épousé la fille d'un des grands imams de Djibo.

Malam est considéré comme un homme « pieux » et « discret ». Alors quand il crée Al-Irchad, une association pour la promotion de l'islam, la population de Djibo approuve, le gouvernement aussi. En

juillet 2012, l'État délivre à Al-Irchad un récépissé officiel. Malam crée son école coranique, donne des prêches dans sa mosquée et sur les ondes de la LRCD et de la Voix du Soum, deux radios locales. Au départ, son discours, décrit comme « tolérant » et « égalitariste », séduit. Lors de ses interventions, les valeurs qu'il défend sont bien loin des idées terroristes qu'il prône aujourd'hui. Son discours, décrit comme « tolérant » et « égalitariste », séduit. « *Malam a exploité des tensions latentes. A la radio, il mettait les Peuls et les Rimaïbé sur un pied d'égalité, en disant qu'il ne fallait pas faire de différence entre nous, que nous étions tous frères* », relate un Peul de Djibo. Les Rimaïbé, descendants des esclaves faits par les Peuls au lendemain de leur conquête du Soum, au XVII^e siècle, sont majoritaires dans la province. Les trois chefferies coutumières peules, détentrices du pouvoir, continuent d'entretenir l'idée que les Rimaïbé restent leurs esclaves. Aussi, avec son discours égalitariste, Malam s'est-il attiré les faveurs des Rimaïbé. « *Mais la chefferie a commencé à voir Malam comme quelqu'un qui venait disperser leur troupeau. Elle a senti qu'il était en train de mettre du sable dans leur couscous* », analyse une source sécuritaire locale.

Dicko et son groupe procède à un « lavage de cerveau » des enfants et jeunes. Les ex-combattants de Ansaroul Islam soulignent la difficulté d'estimer le nombre d'enfants enrôlés. Le lavage de cerveau regroupe des procédés qui auraient la faculté de reconditionner le libre arbitre d'un individu par la modification cognitive. Ces procédés sont à distinguer d'autres types de manipulations mentales et comportementales - supprimer la capacité d'analyse. Le lavage de cerveau est parfois assorti de violences verbales ou physiques afin de créer un rapport de domination des chefs djihadistes sur les jeunes et enfants enrôlés dans les groupes armés. C'est ce phénomène qui dicte le comportement des enrôlés. Mais, ces derniers ou plutôt certains enrôlés souffrent d'une désillusion après un moment. Désertir le groupe est un fruit d'une expérience personnelle et intime que chaque ex-combattant. Dans le fonds, on note des problèmes d'alimentation, d'abri, les pulsions dues à la drogue, etc. Mais, à la lecture d'autres témoignages, on constate que ces conditions varient d'un groupe à un autre.

Encadré 9 : Un jeune ex-combattant de Boko Haram, Diffa, Niger

J'ai 22 ans et j'ai été dans le groupe de Boko Haram pendant 3 ans. Lorsque j'ai intégré le groupe, je n'étais pas marié mais parmi les membres du groupe, il y a des gens qui y sont avec leurs femmes : deux ou trois femmes avec leurs enfants. J'ai connu le groupe par mes amis. Ils ont le groupe avec leur marabout coranique. Je n'avais pas informé mes parents au moment de rejoindre le groupe. Non, je suis parti tout d'un coup. Je ne les ai pas informés parce que je ne voulais pas qu'ils m'interdisent de rejoindre Boko Haram.

Dans le groupe, j'ai eu plusieurs activités. J'étais le complice avant d'aller au terrain ! C'est moi qui allais poser les armes quand les autres membres n'interviennent dans un village. J'apportais à manger aux membres du groupe et je les ravitaillais aussi leur carburant. J'étais complice et fournisseur.

Deux choses m'ont poussé à rejoindre Boko Haram. Le premier c'est pour le djihad pour la religion et le second, ils ont dit qu'il y a un salaire par moi. On m'avait promis de devenir un jour fonctionnaire. Voilà, c'est pour gagner de l'argent que j'ai rejoint le Boko Haram. Vous savez comment notre pays est et pour cela je ne pouvais refuser l'offre.

Dans le groupe, nous avons des filles, elles s'occupaient de la cuisine et étaient nos épouses. Les filles, on ne les force pas à participer aux attaques, mais parfois elles sont utilisées pour aller dans un marché, dans une mosquée pour une exposition, même si ce sont des cas rares. Pour la plupart du temps, elles cuisinent, elles lavent nos habits, elles cherchent du bois. Parfois, elles nous amènent des renseignements. Il y a des femmes qui sont dans le groupe parce que leur mari est dedans. Elles n'ont pas de choix !

Les garçons participaient aux attaques et parfois certains avaient comme mission de poser des mines.

Il y a toutes les professions dans le groupe. Si un gars est recruté et il est technicien, sa mission est de dépanner les motos. Lors des recrutements, on cherche des gens qui ont fait l'école coranique n'empêche on a des gens qui ont fait l'école française. C'est mon cas parce que j'étais enseignant avant de rejoindre le groupe.

Chaque membre du groupe reconnaît bien son lieu d'intervention. Chacun connaît bien la localité où il doit se rendre pour trouver l'ennemi. S'il y a un richard qui est en train de

balancer, on demande à un membre du groupe d'aller le kidnapper. S'il y a un chef de village qui n'est pas avec nous, pareil, on demande à quelqu'un d'aller le menacer et s'il ne suit pas nos ordres, on le tue. On a nos antennes partout.

Des sanctions étaient faites aux enfants en cas d'erreur. Ils sont punis en cas de trahison ou s'ils font la moindre erreur. Les sanctions sont différentes selon la nature du dérapage. Si tu n'as pas beaucoup dérapé, on te prive de manger, on t'enferme dans un endroit où toi-même tu ne sais pas où tu es. Ils peuvent même être tués, c'est la loi de la charia qui est appliquée. Là-bas, c'est comme un gouvernement, il y a du tout ! C'est l'état islamique et en cas de certains dérapages, la sanction c'est la mort.

Dans le groupe, quotidiennement, il y a des activités. On a un marché, on a nos écoles coraniques. On fait des lectures coraniques, parfois on prend du thé comme au village. Il y a tout ! On fait des entraînements physiques, on te donne des armes, on t'apprend à tirer. On nous apprend comment poser une mine, comment faire une explosion, tout ça on l'enseigne aux membres.

J'ai quitté le groupe lors des attaques de Karamga⁸ parce que je me suis rendu compte que ce n'est pas la vie que je souhaite mener. Il est vrai que dans le groupe, tu gagnes de l'argent, mais on ne sait pas quoi faire avec. Lors des attaques de Karamga, nous sommes dispersés chacun a pris sa route. Lorsque je suis arrivé sur les lieux pour les attaques, J'ai suivi des gens, ce sont des réfugiés et c'est par la suite que j'ai entendu un message des chefs coutumiers dire que « Si vous voulez quitter le groupe Boko Haram, l'état va vous prendre en charge ». C'est à la suite de ce message que je suis allé voir notre chef de village, pour lui expliquer que je faisais partie du Boko Haram. Il m'a conduit chez les autorités. C'est ainsi que j'ai quitté le Boko Haram.

Je n'ai informé personne par peur de sanction. Je n'ai pas pris leur appel téléphonique. J'ai même changé de puce de téléphone. C'était pour moi l'occasion de quitter le groupe. Je n'ai pas planifié mon départ du groupe. Avant, j'avais peur de quitter le groupe mais quand l'occasion s'est présentée, j'ai quitté le groupe.

Mes conseils aux jeunes et enfants, je dirai celui qui veut vraiment réussir dans la vie, le groupe n'est pas bon. On ne peut pas le savoir avant d'intégrer le groupe mais c'est après que j'ai su que c'est un truc de barbares. A l'entrée, on te dit « Vous êtes ici pour la religion ! » mais après on découvre que c'est autre chose. Pour celui qui n'a pas été dedans je lui déconseille de rejoindre le groupe. Vraiment ce n'est pas une porte à franchir pour faire sa vie même si on peut y faire de l'argent. En étant dans le groupe, tu es loin de tes amis, de tes parents. Tu es là avec des criminels. Je demande à ceux qui veulent rejoindre le groupe de se concentrer sur un petit business peut être Dieu va l'aider.

Je regrette d'avoir été membre de Boko Haram parce que maintenant les gens ne me donnent pas confiance. Je ne compte pas retourner un jour dans le groupe. Non, jamais, que Dieu me préserve d'un retour au groupe de Boko Haram.

Encadré 10 : Un jeune ex-combattant de Boko Haram, Diffa, Niger

J'ai 25 ans actuellement et j'ai fait 4 ans dans le Boko Haram. Je l'ai quitté sur insistance de mes parents. C'est à la suite de leur insistance que je me suis rendu aux autorités qui m'ont amené dans le camp de réinsertion de Goudoumaria un département de Diffa.

Ce qui m'a motivé le plus motivé à intégrer Boko Haram, c'est le manque de travail. Avec le chômage, je m'ennuie à longueur de journée. Avant de rejoindre le Boko Haram je vivais tranquillement à Lada dans un village qui se trouve à 5 kilomètres de Diffa. Là-bas, je faisais la pêche et l'agriculture et tout se passait très bien, seulement lorsque les semences devenaient indisponibles et la pêche difficile à cause de l'insécurité, je commençais à prêter d'avantage attention aux amis qui me parlaient de Boko Haram. Eux, ils étaient déjà dans le groupe et avaient la possibilité de venir à Diffa rendre visite à leurs parents de temps en temps. Pour mon cas, j'ai choisi seul de rejoindre le groupe et sans contrainte contrairement à d'autres à qui des menaces de massacres à leurs familles ont été faites pour qu'ils adhèrent au groupe de Boko Haram. Personnellement, ce sont mes amis qui m'ont convaincu à rejoindre le

⁸ Karamga est une île sur le lac Tchad, elle est la zone frontalière entre le Niger et le lac Tchad.

groupe. Ils me disaient assez souvent qu'en intégrant Boko Haram, j'avais la possibilité de me faire de l'argent et d'en envoyer aux parents. Voilà comment j'ai rejoint Boko Haram. Lorsque j'ai annoncé à mes parents que j'allais rejoindre Boko Haram, ils ne pouvaient pas s'opposer parce que je leur ai dit que le groupe était déjà informé de mon engagement. Pour de pareilles situations, les parents ne peuvent qu'accepter la volonté de leurs enfants parce qu'en cas de refus de leur part le groupe peut venir les massacrer.

Lorsque j'ai intégré le groupe je travaillais comme mécanicien. Je réparais les véhicules et de temps en temps je participais aux combats sur le terrain. Comme tous les jeunes, j'étais un soldat et j'ai reçu une formation pour cela.

Dans le groupe, il y a tous les profils. Des femmes, des hommes, des jeunes et des enfants. Il y a des enfants de bas âge ; de 12 et de 15 ans. Des enfants de ces âges sont nombreux dans le groupe de Boko Haram. En majorité, ils n'avaient aucune activité au moment de rejoindre Boko Haram. Ils étaient comme moi, des gens qui s'ennuyaient à cause de la pauvreté et le chômage. Il y avait quelques uns qui étaient venus pour faire le djihad, eux ils ont rejoint le groupe pour la religion. Ce le cas des gens de Diffa, des Kanouri, etc. Eux, ils se battent pour la religion. Dans le groupe, les filles ont comme activités de faire des prêches. Elles sont des prêcheuses et elles apprennent le Coran aux autres femmes membres du groupe. Là-bas tout est bien structuré ! C'est charia qui est appliquée. Si tu voles on te coupe la main. Si tu fais des viols ou de l'adultère, on te chicotte, c'est tout ! C'est la charia islamique qui est appliquée. Il y a des gens qui s'occupent des malades, les médicaments sont gratuits. On mange bien. On ne paie rien pour manger. Tout est gratuit ! L'alimentation est saine et en quantité.

Ce qui m'a poussé à quitter le groupe ce sont les tueries. Vraiment ce sont des choses que les parents n'aiment pas et ils n'arrêtaient pas de nous le dire. Lorsque j'ai pris la décision de quitter je me suis rendu volontairement aux autorités.

Lorsque j'ai pris la décision de quitter le groupe et de rentrer à la maison, je n'ai informé ni mes camarades du groupe ni mes parents. J'ai profité d'une visite à Diffa pour disparaître. Ce n'est pas possible d'annoncer son départ aux membres du groupe parce qu'ils peuvent tuer celui qui veut les quitter ainsi que ses parents. Ils l'éliminent ainsi que sa famille. C'est ce que le groupe fait le plus souvent. C'est sa façon de sanctionner ceux qui le quittent.

Pour l'avenir du groupe et son développement, je ne sais pas comment les choses vont finir mais je sais que les enfants sont très têtus. Ils ne prennent pas en compte l'avis de leurs parents lorsqu'ils font certains choix surtout lorsqu'ils envisagent d'intégrer le Boko Haram. Ils n'ont pas peur des forces de défense et de sécurité. Pour certains d'entre eux, rejoindre Boko Haram est le meilleur choix pour avoir beaucoup d'argent et se sentir fort. Avec la frustration de certains jeunes, l'école est de moins en moins appréciée. Les jeunes disent que l'école publique ne marche plus et l'école privée est pour les gens qui ont de l'argent.

Boko Haram offrirait de meilleures conditions de vie et rétribuerait bien ses membres. Mais, on peut ressortir de ces témoignages que l'enrôlement se fait par un mécanisme d'instrumentalisation de la foi des enfants et des jeunes. Par ailleurs, l'action des autorités et des familles permettent à certains jeunes de quitter ces GA/GAD. Toutefois, il se pose le problème de la prise en charge de ces ex-combattants.

8. Réinsertion de jeunes et enfants ex-membres de groupes armés

Dans tous les conflits armés, la réinsertion des soldats est une grande problématique pour le retour à la paix. Mais la question des enfants et jeunes soldats se pose avec acuité. Mais, la particularité de la situation sécuritaire du Burkina Faso, du Mali et du Niger pour ne pas de la sous-région, c'est que le retour à la normale n'est pas acté. Mais, les données recueillies témoignent du fait que la stratégie d'enrôlement des GA/GAD cible les enfants et les jeunes. Alors, la réinsertion des enfants et jeunes désertés peut servir d'incitations à d'autres qui sont encore sous le joug des groupes armés. Il faille donc *« créer des centres de formation bien équipés avec la possibilité d'y retrouver des maîtres coraniques qui vont contribuer dans l'encadrement des jeunes. Ces centres pourront offrir des formations professionnelles qui permettront aux jeunes d'être compétents à l'issue de leur formation »* (Chargé de programme, Association Éveil Club de Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

Le Mali avec l'appui de certains de ses partenaires est déjà dans cette dynamique de la réinsertion des enfants. De ce fait, « à chaque fois que ces enfants sont identifiés ils sont retirés dans les groupes armés et bénéficie de l'assistance psychosociale et de la réinsertion sociale et économique » (Coordonnatrice de projet, Protection des Enfants, Gao, Mali). Mais, la réinsertion doit se faire également dans une perspective plus large allant dans le sens de la sensibilisation des familles, des communautés et d'appui aux ex-combattants à travers un accompagnement psychologique, financier, etc.

Dans l'optique de réduire l'ampleur et les conséquences des conflits civils et du terrorisme dans la sous-région ouest africaine, le Bureau de l'UNESCO à Dakar et l'Équipe spéciale du Centre des Nations Unies de lutte contre le terrorisme (UNCCT) ont conjointement initié un projet intitulé : « Promotion de la culture de la paix, la gestion des conflits, la citoyenneté et la bonne gouvernance au Burkina Faso ». Ce projet vise à promouvoir la culture de la paix, promouvoir la citoyenneté et la bonne gouvernance, prévenir et gérer les conflits.

9. Retour dans les familles : entre peurs et méfiances des familles

Les jeunes et les enfants au lendemain de leur vie militaire ou de soldat ont besoin d'une resocialisation. Ils ont besoin alors du cadre familial pour s'adapter à un nouveau contexte social, à un changement de métier (autrefois soldat). Mais, déjà sans passer par des centres d'encadrement pour le retour à la vie civile, certains ex-combattants rejoignent leur famille. En ce sens, la famille vit quelque fois, pratiquement dans la psychose.

« Quand nos frères ont quitté Ansaroul Islam de Imam Dicko, ils sont revenus à la maison. Un retour qui faisait peur à tout le monde ! A la maison, on n'avait peur parce que on ne savait pas si un jour leurs camarades allaient débarquer à la maison pour venir les chercher ! On ne savait pas non plus si nos frères étaient recherchés ou pas. On pensait également que des gens allaient débarquer un jour chez nous pour une quelconque vengeance ! On ne savait rien de ce qui les a poussé à quitter leur groupe. On n'était pas si sûr, s'ils sont revenus de leur propre gré ou bien s'ils étaient envoyés par leur groupe armé pour une quelconque mission. Au début, c'était compliqué pour nous. Certes on était content de les voir parmi nous mais en même temps on avait peur d'eux. On surveillait leurs moindres gestes parce qu'on avait peur d'eux » (Homme, Ouindoupoli, Département de Baraboulé. Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

Dans cette atmosphère faite de suspicions et de crainte, l'intégration sociale des jeunes peut poser problème. En effet, les enfants et les jeunes ont dès fois tenus tête à leurs parents, ou ont fugué pour se retrouver dans les GA/GAD. Mieux, ils ont passé une vie en brousse. Les conséquences de cet enrôlement sont très importantes sur les liens familiaux. Dans la cellule familiale, avoir ou continuer à avoir peur de son enfant, de son frère, tout en l'aimant (si possible), etc. sont autant de sentiments contradictoires que les acteurs familiaux doivent vivre. Dans la famille élargie notamment à l'africaine, un oncle/une tante devra-t-il supporter sans ressentiment le retour d'un enfant ou d'un jeune, dans la cour familiale, dont l'enrôlement a occasionné la mort de membres de la famille ? En somme, l'avenir des familles repose sur des mesures pour empêcher l'enrôlement des enfants/jeunes et assurer leur intégration familiale. Mais heureusement, dans d'autres familles les langues se délient et un climat de confiance se noue.

« Mes frères regrettent franchement d'avoir été dans un groupe armé. Ils ne nous le disent pas de manière directe mais parfois au cours de nos échanges de petites phrases les échappent et nous arrivons à comprendre leur regret. L'idée de repartir à la brousse est inimaginable selon eux ! La vie de groupes armés n'est plus envisageable. Je pense que le vœu de mes frères est de trouver plutôt un coin où personne ne va connaître leur vie d'avant. Ils cherchent un coin où ils peuvent gagner leur vie dignement sans avoir peur tout le temps » (Homme, Ouindoupoli, Département de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

A moyen terme, les familles du Sahel central pourraient vivre dans une certaine suspicion ; ce qui impactera l'intégration sociale. Mais, la position des familles vis-à-vis des ex-combattants qui ont désertés les rangs de ces groupes armés constituerait sans doute un véritable facteur pour la communication entre les différents acteurs familiaux et du resserrement des liens. Il faut donc définir un mécanisme de retour à la vie civile susceptible de rassurer surtout les membres de la famille. Ceci est d'autant plus important qu'il y a beaucoup d'enfants dans ces GA/GAD qui ne peuvent pas se prendre directement en charge après leur désertion ou leur démobilisation.

10. Regard sur le phénomène de l'utilisation des enfants soldats

10.1. Analyse juridique : enfants enrôlés comme victimes des conflits armés

Chaque année, des centaines voire des milliers d'enfants accusés d'avoir participé à des hostilités sont privés de liberté. Ils sont alors exposés à des risques supplémentaires, et leur détention peut nuire durablement à leur développement futur. Dans le cadre d'un conflit armé international, les enfants bénéficiant du statut de prisonnier de guerre sont protégés par la III^e Convention de Genève et le Protocole additionnel I, et ne peuvent pas être poursuivis en justice du fait de leur participation aux hostilités. Les prisonniers de guerre sont généralement des membres des forces armées d'une des parties à un conflit armé international qui tombent aux mains de la partie adverse. La III^e Convention de Genève définit également d'autres catégories de personnes qui ont droit à ce statut ou qui peuvent être traitées comme des prisonniers de guerre. Dans un conflit armé international, il arrive aussi que des enfants soient privés de liberté en tant qu'internés civils. Dans ce cas, ils ont droit à la protection que leur confèrent la IV^e Convention de Genève et le Protocole additionnel I. Les enfants qui ont été recrutés illégalement et qui sont accusés d'avoir commis des crimes relevant du droit national ou international dans le cadre d'un conflit armé doivent être considérés avant tout comme des victimes – et pas seulement comme des criminels –, et traités comme telles, conformément au droit international et aux règles relatives à la justice des mineurs.

Dans le cadre d'un conflit armé non international, les enfants sont protégés par l'article 3 commun aux quatre (4) Conventions de Genève de 1949, par le Protocole additionnel II et par le droit des droits de l'homme. La détention d'un enfant ne doit donc être qu'une mesure de dernier ressort. Elle doit être aussi brève que possible. En outre, des mesures spécifiques doivent être prises pour protéger les enfants privés de liberté, quelle que soit la raison de leur internement ou de leur détention. Lors de leurs visites aux enfants privés de liberté, les délégués de la CICR s'efforcent d'obtenir des autorités détentrices que : les enfants détenus soient toujours logés dans des locaux distincts de ceux des détenus adultes, sauf lorsqu'ils sont logés avec leur famille ; les enfants qui ne sont pas libérés, et en particulier dont la détention se prolonge, soient transférés dès que possible dans une institution d'accueil réservée spécialement aux mineurs ; les enfants aient des contacts directs, réguliers et fréquents avec leur famille ; les enfants reçoivent des vivres, des articles d'hygiène et des soins de santé adaptés à leur âge ; les enfants puissent passer, dans la mesure du possible, une grande partie de la journée en plein air ; les enfants puissent participer à des activités éducatives et récréatives.

Toute peine infligée à ces enfants doit avoir pour objet de faciliter leur réadaptation et leur réinsertion au sein de leur communauté. Si une sanction est envisagée, aucune peine d'emprisonnement à vie sans possibilité de libération ne doit être prononcée à leur encontre. Il est interdit d'appliquer la peine de mort à des enfants de moins de 18 ans.

Encadré 11 : Avancées récentes du droit international en matière de protection des enfants associés aux groupes armés

La conférence de Paris, organisée en 2007 par l'UNICEF, avec le Comité français de l'UNICEF et le Ministère français des Affaires étrangères, a permis de réunir 59 délégations de pays, dont certains touchés par des conflits, qui se sont engagées à respecter les Engagements de Paris et les Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés, qui fournissent des directives sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration de toutes les catégories d'enfants associés à des groupes

armés. Cette conférence a permis, à travers l'adoption de ces principes pour l'action, d'entériner une définition commune des enfants soldats. Cette définition est large afin de pouvoir protéger au mieux, lors des programmes de réinsertion et de réintégration mis en place, les enfants enrôlés et utilisés lors de conflits. C'est pourquoi il est préférable, aujourd'hui, de parler d'enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés plutôt que d'enfants soldats. Cette définition est la suivante : "*Un enfant associé à une force armée ou à un groupe armé est toute personne âgée de moins de 18 ans qui est ou a été recrutée ou employée par une force ou un groupe armé, quelle que soit la fonction qu'elle y exerce. Il peut s'agir, notamment mais pas exclusivement, d'enfants, filles ou garçons, utilisés comme combattants, cuisiniers, porteurs, messagers, espions ou à des fins sexuelles. Le terme ne désigne pas seulement un enfant qui participe ou a participé directement à des hostilités*"⁹ [...]

Depuis 2002, est annexée à ces rapports, une liste des parties recrutant ou utilisant des enfants dans les conflits armés. Cette liste s'inscrit dans une optique visant à nommer et à blâmer les groupes ou les forces armées qui, illégalement, recrutent et/ou utilisent des enfants. Elle promeut la négociation et le dialogue avec ces parties afin de préparer la démobilisation de ces enfants, ou tout au moins leur libération, et cela, avant même que ne soient signés des accords de cessez-le-feu. Le défi est alors de pouvoir négocier et mettre en œuvre des programmes spécifiques de démobilisation et de réintégration de ces enfants lorsque le conflit bat encore son plein. [...]

Le Statut de la Cour pénale internationale renferme des dispositions de droit international pénal permettant de traduire en justice les personnes coupables de crimes de guerre, de génocide, d'agression et de crimes contre l'humanité. Parmi la liste des crimes de guerre figurent "*le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités*". Ce sont les responsables, les dirigeants et commandants adultes qui sont tenus comme responsables pénalement

Il existe une disposition concernant l'âge minimum de 18 ans pour la responsabilité criminelle devant la CPI. Cela veut dire que les enfants de moins de 18 ans sont reconnus comme des victimes selon le droit international. Comme il a été soulevé lors d'un colloque organisé par Médecins du Monde sur les enfants et la guerre, la question des enfants soldats pose cependant un dilemme à la justice : "D'un côté, en effet, les enfants ne sont pas censés posséder en principe la capacité de discernement suffisante pour les tenir pleinement responsables de crimes qu'ils auraient pu commettre lors de conflits armés ; d'un autre côté, les atrocités qu'ils peuvent commettre et la considération des victimes plaident pour une reconnaissance de leur responsabilité pénale. Conformément à son statut, la CPI est incompétente pour juger les enfants ; la tâche incombe donc aux juridictions nationales [...]. Dans la pratique, beaucoup de juridictions nationales optent cependant pour l'amnistie [...]. Des alternatives à la justice telles que les Commissions Vérité et Réconciliation ont pu être instaurées. Ces processus extrajudiciaires offrent [...] une forme de reconnaissance des souffrances infligées, et donc une [certaine] forme de réparation morale."¹⁰

Source : HUYGHEBAERT, Patricia. « Les enfants dans les conflits armés : une analyse à l'aune des notions de vulnérabilité, de pauvreté et de "capabilités" », Mondes en développement, vol. 146, no. 2, 2009, pp. 59-72).

De plus en plus, la communauté internationale et les Nations Unies accordent un intérêt particulier à ces enfants associés aux groupes armés. Il y va aussi de la promotion des droits de l'enfant.

⁹ Les Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés, février 2007
Voir : <http://www.un.org/children/conflict/french/childsoldiers.html>

¹⁰ Colloque "Enfants et Guerres", organisé en février 2005, au Sénat, par Médecins du Monde
Voir : <http://www.medecinsdumonde.org/fr/content/search?SearchText=enfants+soldats>

10.2. Regards de la société

Notre enquête a permis de comprendre que dans la société, les enfants associés aux groupés armés sont pris comme « des victimes ». La société n'établit donc pas la responsabilité de ces enfants. Voici une série de déclarations qui prouve cet état de choses :

« Je ne pense pas qu'il y ait des raisons objectives qui pourront expliquer l'adhésion des enfants dans les groupes armés. Les enfants sont des victimes car ils sont forcés et contraints d'être dans les groupes armés : ils n'ont pas du moins pour une grande partie. Une très grande partie d'eux sont dans ces groupes armés parce qu'ils ne savent pas quoi faire et où aller. Ce sont des victimes ces pauvres. Aucun enfant dans ce monde ne veut grandir dans les conditions auxquelles ils vivent » (Membre du Comité de veille de Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

« Les enfants et jeunes qui étaient dans les groupes armés peuvent bien revenir dans leur famille d'origine mais ils doivent être suivis du point de vue psychologique. Ce suivi psychologique peut aider les enfants qui étaient dans les groupes armés à réussir leur réintégration sociale mais tout dépend de leur société d'accueil » (Femme, Victime d'attaques de groupes armés, Commune de Diguel, chef-lieu du département de Diguel, province du Soum, région du Sahel, Burkina Faso).

« Dans les groupes armés, il y a des enfants et des jeunes souvent utilisés de différentes manières. Les plus vaillants sont des combattants dans les groupes des djihadistes ou des surveillants dans les groupes d'auto-défense. Les plus jeunes sont souvent des informateurs qui traînent dans les marchés et qui rendent compte à ceux qui les manipulent à distance. Voilà comment les enfants sont utilisés par les groupes qui les manipulent du fait qu'ils soient des cibles faciles à influencer et qu'ils soient inconscients des actes que leurs chefs les demandent de faire » (Spécialiste de la sécurité au Sahel, Bamako, Mali).

Ce regard de la société est un important levier pour le retour à la vie civile et la resocialisation des enfants. Mais, la question du suivi psychologique soulevée par le deuxième extrait est tout aussi capitale. Il s'agit d'un suivi ponctuel dont l'objectif principal est l'orientation. Le psychologue clinicien offre un espace pour faire le point sur les difficultés d'un patient. Ce type de suivi peut donner lieu à un bilan psychologique. Il peut éventuellement déboucher sur une psychothérapie¹¹. Également connu sous le nom de « psychothérapie de soutien », il s'agit d'accompagner un patient pour l'aider à surmonter une épreuve particulièrement difficile, telle que la maladie grave, la découverte d'une maladie chronique, le deuil, le divorce, le licenciement, le harcèlement, une situation de rupture, etc. L'accompagnement psychologique peut également être envisagé dans des moments de moindre intensité dramatique mais de profond changement, tels que la réorientation professionnelle, le *coming-out*, etc.

L'accompagnement psychologique a une durée variable et peut également déboucher sur une psychothérapie. Caractérisée par son intensité et sa brièveté, il s'agit d'une intervention dite en situation d'urgence, suivant généralement l'exposition à une situation traumatique (accident, attentat, agression, viol etc.). La question de l'urgence psychologique faisant aujourd'hui débat (« Existe-t-il des situations d'urgence psychologique ? »), et le vécu d'urgence étant très subjectif, il est parfois difficile, hormis le critère d'extrême brièveté, de différencier franchement ce type de suivi du précédent. Comme son nom l'indique, la psychothérapie a, en soi, une visée thérapeutique. Elle est en général motivée par une envie de changement et/ou d'amélioration, par un désir de travail sur soi, ou encore par la volonté d'en finir avec des symptômes (dépression, anxiété, phobie, idées noires, etc.) qui expriment une souffrance

¹¹ Il peut s'agir de « psychothérapies » au pluriel dans la mesure où le mot « psychothérapie » pris au sens singulier ne veut rien dire si l'on ne lui ajoute pas un qualificatif qui précise le cadre de référence dans lequel cette « psychothérapie » est envisagée. On parlera alors de « psychothérapie psychanalytique », de « psychothérapie rodgérienne », de « psychothérapie humaniste », etc.

psychique. L'objectif d'une psychothérapie est la résolution, par le patient lui-même, de ses difficultés, et ce à travers la relation qu'il établit avec le psychologue.

Au détour d'une psychothérapie, le patient accède à un savoir sur soi, « nouveau » ou refoulé, et développe ses capacités personnelles d'élaboration psychique et de réflexivité. Il gagne une certaine autonomie face aux difficultés qu'il subissait, de sorte qu'à l'issue du processus thérapeutique il n'a plus besoin du lien établi avec le psychothérapeute.

La durée d'une psychothérapie est variable et son cadre (dispositif, fréquence, durée et tarif de la séance) est défini avec le patient lors des premières consultations. La psychothérapie ne se limite pas aux troubles psychiques : la relation entre psychisme et immunité étant aujourd'hui avérée, elle peut être aussi envisagée dans le cadre de certains troubles somatiques. La consultation psychologique peut être : individuelle, de couple ou familiale.

Toujours ajustée au plus près du patient, la consultation psychologique prend ainsi des formes différentes selon qu'il s'agisse de patients enfants, adolescents, adultes, seniors ou nourrissons.

11. Portée des conflits armés sur le système éducatif au Sahel

Nous traitons dans cette section de l'impact des attaques sur l'éducation. Il est établi aussi que cet impact facilite dans une certaine mesure l'enrôlement des enfants.

11.1. Écoles

- **Entre attaques et fermetures**

Au lendemain des attaques dans les écoles, plusieurs d'entre elles ont été fermées sur décision gouvernementale. « *Il y a des écoles qui sont fermées depuis 2012. Est-ce qu'on doit continuer à parler de fermeture parce que 10 ans sans fonctionnement, il faut parler d'autre chose que de la fermeture* » (Agent de la MUNISMA, Bamako). De fait, les élèves sont privés de leur droit à l'éducation, protégé en vertu du droit international des droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (droit de la deuxième génération des droits de l'homme) et la Convention relative aux droits de l'enfant.

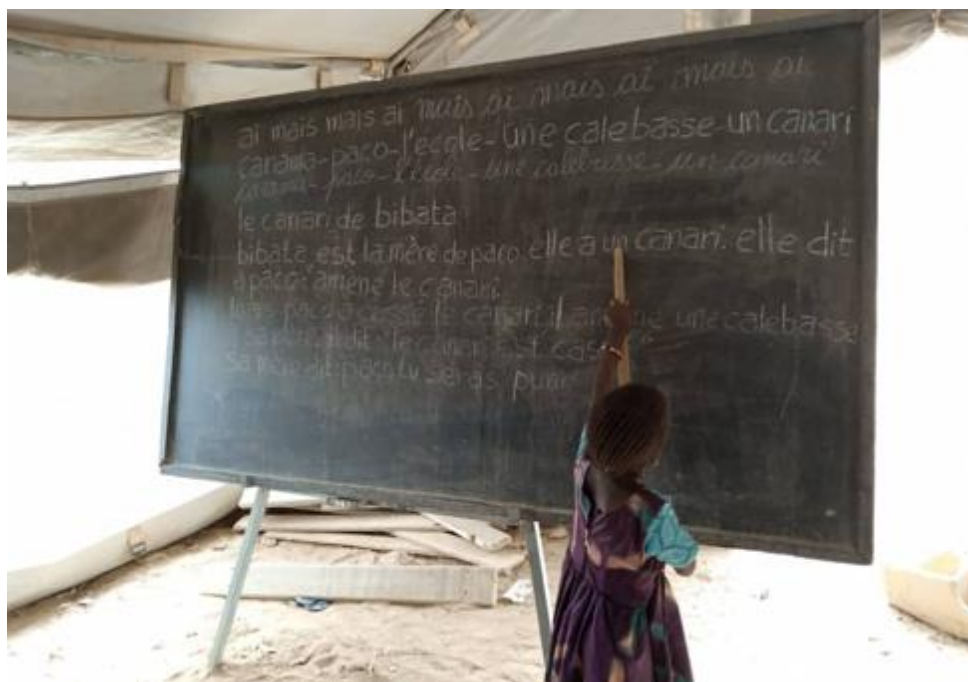
« En 2019, le 16 mars nous avons reçu notre première attaque. C'est par la suite que nous avons su que ce n'était qu'une menace car le mercredi 23 avril 2019, des gens sont venus nous ligoter à Gorom-Gorom. Ils faisaient partie du groupe de Dicko. Ils nous posaient des questions pendant 45 minutes. Ils ont ramassé nos affaires, matériels, habits, ordinateurs, etc. puis ils nous ont libéré. Nous avons été humiliés à Gorom-Gorom devant tout le monde. Personne n'est venu nous consoler. Nous ne sommes pas des enfants mais les autorités devaient venir partager notre peine. Rien ! Aucune autorité n'est venue nous voir et c'est vraiment frustrant ! Ni le maire, ni le commissaire personne n'est pas venu nous voir. Aucun réconfort ! » (Enseignant, Gorom-Gorom, Province d'Oudalan, Région du Sahel, Burkina Faso).

L'attaque des écoles est un élément crucial dans la stratégie des GA/GAD. Les enfants et jeunes sans accès aux lieux de savoir se retrouvent oisifs et dans une prédisposition favorable à leur enrôlement sans oublier que ces groupes sont aussi contre l'éducation formelle. Selon l'ONU, on estime à 2 000, le nombre d'écoles fermées au Burkina Faso, au Mali et Niger accueillant plus de 400 000 enfants à cause des attaques djihadistes entre 2017 et 2019¹². « *La fermeture des écoles a facilité l'intégration de beaucoup de jeunes dans les groupes armés. Des élèves sont devenus des Talibé* ». (Directeur école, Mainé Soroa, Région de Diffa). Ces derniers ont grossi ainsi le rang des groupes armés et groupes armés djihadistes.

¹² Informations relayées par Voafrique.com (en date du 28 février 2019).

Attaquer les écoles, c'est affaiblir la présence de l'État, affaiblir l'État. « *Les djihadistes se disent également en attaquant les écoles, ils vont facilement avoir des bras disponibles et en quantité pour combattre l'État. Pour eux la fermeture des écoles facilite l'enrôlement des enfants et des jeunes* » (Agent du Ministère de l'enseignement, Bamako, Mali). En effet, « *Après la fermeture des écoles à Gao, les enfants sont laissés en rade et cette situation a beaucoup contribué à l'enrôlement de nombreux enfants et jeunes dans les groupes armés. Sans occupation, sans école, sans travail, les jeunes sont exposés à toute sorte de tentation ; les groupes armés ont compris cela et malheureusement ils continuent à roder au tour de nos villes et de nos villages pour recruter des jeunes* » (Enseignant, Gao, Mali).

Photo 1 : Classe construite par UNICEF à École Rama qui abrite des élèves déplacés de Baraboulés



© Aly Tandian, juin 2021

Dans les écoles encore fonctionnelles, Enseignants et apprenants travaillent dans une psychose et vivent un traumatisme psychologique.

« Un enseignant, son plaisir c'est de se voir en activité, d'être en classe. Mais lorsque l'enseignant n'est plus tranquille pour faire convenablement son travail il devient sans repère. De nombreux enseignants sont aujourd'hui frustrés parce qu'ils pensent être abandonnés. Ils sont dans des lieux sans sécurité et ils se disent que personne ne s'intéresse aux conditions dans lesquelles ils travaillent » (Enseignant, Lycée Modibo Keita Gao, Mali).

Par ailleurs, l'attaque des écoles d'éducation formelle a favorisé l'augmentation du nombre des apprenants dans les écoles coraniques. « *L'école coranique est devenue la solution pour des parents qui ne veulent pas que leurs enfants traînent et être exposés aux groupes armés. Je pense que s'il n'y avait pas l'école coranique les choses allaient devenir pires. Sans les écoles coraniques, des centaines d'enfants allaient être enrôlés par les groupes armés* » (Chef coutumier, Koumbri, Province du Yatenga, Région Nord, Burkina Faso).

- **Effectifs pléthoriques**

Avec la fermeture des écoles, certains parents ayant les moyens et soucieux de l'éducation de leurs enfants, ont inscrits ces derniers dans les écoles encore fonctionnelles notamment dans les zones

relativement sécurisées de la capitale. De façon, les établissements sont confrontés à un problème d'effectifs pléthoriques dans les salles de classe. Par exemple :

« Avec la fermeture des écoles, Djibo, le chef de province s'est retrouvé avec des effectifs pléthoriques. A Djibo, on était à 34 écoles mais la situation a fait qu'on s'est retrouvé avec 3 écoles avec des effectifs pléthoriques et les cours se font sous des tentes » (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel).

« Actuellement à cause des attaques des deux groupes armés qui sévissent dans la zone à savoir le Groupe de Soutien à l'Islam et au Musulman et l'État Islamique au Grand Sahara, de nombreuses écoles sont fermées et des centaines d'enfants de la province de l'Oudalan ont rejoint les établissements scolaires qui se trouvent dans la ville de Gorom-Gorom. Je parle bien de la ville de Gorom-Gorom parce qu'au-delà de 3 km toutes les écoles sont fermés. Avant l'insécurité tous les 172 villages que compte la province de Oudalan avaient des écoles qui fonctionnaient parfaitement. Depuis deux ans maintenant aucune de ces 172 écoles ne fonctionnent ! En plus, 3 lycées et 6 collèges de la province sont fermés. Tous ces élèves à qui leurs écoles sont fermées sont aujourd'hui dans les établissements scolaires de Gorom-Gorom qui sont les 3 lycées (lycée Provincial de Gorom, lycée départemental de Gorom et le lycée catholique), les 4 collèges (collège protestant, collège MENA, collège municipale, collège Sabile-el-Nadja) et les 7 écoles primaires (Gorom-Centre, Gorom-Nord, Gorom-Est, Catholique, Protestant, Maderassa-Centre et Madrasa-Est). Avec cette situation, nous avons des effectifs pléthoriques dans les écoles de Gorom-Gorom. Une telle situation a certainement un impact sur la qualité de l'enseignement et sur les résultats scolaires » (H. 31 ans, Leader local, Gorom-Gorom, Province d'Oudalan, Région du Sahel, Burkina Faso).

Le problème des effectifs pléthoriques pose d'autres problèmes notamment la gestion du personnel enseignant dont le nombre est déficitaire par rapport à la demande et la qualité de l'enseignement qu'on peut mesurer à travers l'efficacité de l'acte pédagogique et l'efficacité interne du système éducatif. Cette qualité reste problématique car on assiste de plus en plus à l'apparition des classes multigrades (cumul des apprenants de deux niveaux au moins) dans certaines zones (cas de Diffa par exemple). Par ailleurs, ces classes comptent très peu d'enseignants qualifiés. *« Au Mali, actuellement, le pourcentage du personnel des enseignants qualifiés dans la zone touchée par l'insécurité tourne autour de 10 et de 15%. Maximum 15% ! La majeure partie des volontaires recrutés sont des gens qui n'ont pas la formation requise. Comment ces gens pourront former des enfants ? Comment sera l'élite nationale ? »* (Agent du Ministère de l'enseignement. Bamako. Mali). Dans une démarche prospective, la crise sécurité a et aura donc sans doute des impacts durables sur le système éducatif de ces pays.

- **Déclaration sur la Sécurité dans les écoles**

La sécurité dans les écoles est la nouvelle solution pour contenir quelque peu les attaques des groupes armés et groupes armés djihadistes. Dans les trois pays à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ce principe est acté. *« Actuellement, à l'école, je pense que c'est le cas de toutes les écoles au Niger, on nous a appris à nous protéger en cas d'attaque. A Diffa, pratiquement toutes les écoles ont reçu cette formation. Nous avons fait à plusieurs reprises des simulations à l'école. On nous a donné des plans afin de nous faciliter la tâche. Je pense maintenant les collègues savent comment réagir en cas de tentative d'enlèvement, d'explosion ou d'attaque »* (Enseignant contractuel, Diffa, Niger). Selon un agent du Ministère malien de l'enseignement :

« La déclaration sur la sécurité dans les écoles est en application et le Mali est cité comme un bon exemple. Sur ce point, le Mali est bien apprécié contrairement à d'autres pays en situation d'instabilité. A titre d'exemple, au Mali, de nombreux acteurs ont été formés mais cela a été rendu possible avec l'appui des décideurs et des partenaires internationaux. Avec ces derniers, on a pu mettre en place dans toutes les régions concernées des comités locaux. Ces comités locaux ont mis en place des groupes négociateurs. Pour le moment les enseignants ne sont pas directement formés mais au niveau de la résilience du secteur, le ministère de l'éducation a

regroupé des stratégies telles que la pédagogie du groupe qui consiste à mettre ensemble tous les enfants d'une même entité quel que soit l'effectif de la classe. Aussi, on a essayé de faire un programme condensé, c'est-à-dire au lieu des dérouler le programme scolaire pour une durée de 9 mois, nous nous limitons à 6 mois. On demande aux enseignants de faire l'essentiel du programme » (Agent du Ministère de l'enseignement, Bamako, Mali).


En 2017, le Burkina Faso a avalisé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, un accord politique au titre duquel les pays signataires s'engagent à prendre diverses mesures pour renforcer la prévention et la réponse apportée aux attaques d'élèves, d'enseignants et d'écoles. À ce titre, le Burkina Faso s'est engagé à recourir aux « Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés », qui prient les parties à un conflit armé de ne pas utiliser les écoles « pour quelque raison que ce soit à l'appui de leur effort militaire ». Mais, l'effectivité de cette politique pose problème car au Burkina Faso comme au Mali ou encore au Niger « car l'État est absent dans plusieurs zones. Les enseignants et les élèves n'ont pas la tranquillité d'esprit. Comment étudier dans ces conditions. La menace est permanente ! La déclaration sur la sécurité dans les écoles c'est uniquement au niveau des textes, dans la pratique rien n'est senti, rien n'est perçu, pas d'amélioration » (Enseignant, Lycée Modibo Keita Gao, Mali). De plus, plusieurs acteurs de l'enseignement notamment des enseignants n'ont aucune idée de cette déclaration « La déclaration de sécurité dans les écoles n'a pas encore d'effets car elle n'est pas très visible. Je pense que la communication n'a pas été suffisamment faite. Il y a même des enseignants qui ne sont pas courant. Avec la situation d'insécurité, des décisions sont prises sans que l'on ne prenne le temps de murir le projet. Dommage. Actuellement il me semble difficile de trouver des enseignants qui pourront faire une appréciation positive de la déclaration de sécurité dans les écoles » (Enseignant, École Primaire, Nouvellement affecté à Djibo, Province du Soum).


Les avis sont donc partagés sur la déclaration de sécurité dans les écoles. Elle constitue sans doute un palliatif pour maintenir certains apprenants dans le système éducatif formel et les épargner des groupes armés.

11.2. Vécu des élèves


- **École et éducation aux yeux des enfants**


Les apprenants maintenus dans le système éducatif formel vivent dans une psychose. Ce qui ne facilite ni leur apprentissage ni leur développement personnel. Voici le point de vue de quelques apprenants interviewés.


	<p>Amadou. Garçon. 15 ans. Élève. Classe de 3^e École fréquentée à Gorom-Gorom, Province d'Oudalan, Région du Sahel. Burkina Faso L'éducation est importante car elle nous permet d'acquérir des savoirs et à l'avenir du travail. Je ne me sens pas en sécurité quand je pars à l'école parce qu'avec la situation actuelle il y a la présence de groupes d'armés qui peuvent venir nous attaquer à tout moment. Le gouvernement doit revoir la situation en renforçant la sécurité, je pense qu'il doit demander la gendarmerie de veiller sur nous.</p>
---	--

	<p>Fatima. Fille. 16 ans. Élève. Classe de Seconde. École fréquentée à Gorom-Gorom. Province d'Oudalan. Région du Sahel. Burkina Faso L'éducation est importante parce qu'elle permet aux élèves d'acquérir des savoirs. Dans la commune de Gorom-Gorom, on peut dire qu'on se sent en sécurité contrairement à d'autres communes comme Oudalan où il n'y a pas du tout de la sécurité. Il y a toujours des attaques à Oudalan. Les enfants ne partent plus à l'école, c'est pourquoi les écoles sont fermées depuis longtemps.</p>
---	---


	<p>Je demanderai au gouvernement de nous assurer plus de sécurité pour qu'on puisse étudier en toute tranquillité. Le gouvernement devrait clôturer les établissements et faire positionner l'armée à côté de l'école pour protéger les élèves et leurs enseignants. Pour le moment, je n'ai pas entendu parler de la déclaration de sécurité dans les écoles, ni en classe, ni en famille.</p>
--	---


	<p>X. Fille. 18 ans. Élève. Classe de Terminale E École fréquentée à Gorom-Gorom. Province d'Oudalan. Région du Sahel. Burkina Faso</p> <p>L'éducation est importante parce qu'elle permet aux enfants de développer leur capacité intellectuelle.</p> <p>Les enfants ne se sentent pas en sécurité à cause des terroristes qui font des dégâts même dans les écoles. Ils assassinent les enseignants et c'est pour cette raison que plusieurs écoles sont fermées.</p> <p>Par exemple dans nos villages, des enseignants sont assassinés, des écoles sont brûlées et des populations sont menacées tout le temps. Je demanderai au gouvernement de nous assurer de la sécurité afin de permettre aux élèves de pouvoir étudier pour un avenir meilleur. La déclaration de la sécurité à l'école, non je ne suis pas au courant !</p>
---	--


	<p>Amidou Mohamed. Fille. 16 ans. Élève. Classe de Seconde. École fréquentée à Gorom-Gorom. Province d'Oudalan. Région du Sahel. Burkina Faso</p> <p>L'école nous donne la possibilité d'avoir des diplômes et de pouvoir trouver un bon travail à l'avenir.</p> <p>Actuellement, les enfants ne se sentent pas en sécurité à l'école. L'insécurité est bien présente partout où nous sommes. Dès fois, des enseignants sont enlevés et même tués, c'est pourquoi les élèves ont peur de se rendre à l'école. Je demanderai au gouvernement de mettre l'école en sécurité et de protéger d'avantage les élèves et les enseignants.</p>
--	---


	<p>Oumaro. Fille. 17 ans. Élève. Classe de Seconde. École fréquentée à Gorom-Gorom. Province d'Oudalan. Région du Sahel. Burkina Faso Originaire de Déou</p> <p>Avec l'éducation, nous pouvons arriver à acquérir des savoirs à la différence des enfants qui n'ont pas été à l'école. Dans la zone où nous sommes, on ne se sent pas en sécurité lorsqu'on part à l'école. On ne sent pas du tout en sécurité parce qu'il y a des attaques ou des rumeurs d'attaques dans la localité.</p> <p>Avant de venir à Gorom-Gorom, j'étais à Déou qui a été attaquée par des groupes armés, cela a poussé les populations de partir ou d'envoyer leurs enfants ailleurs. On pensait être à l'abri des attaques à Gorom-Gorom mais jusqu'à présent les attaques se répètent. On se sent vraiment en insécurité. Le gouvernement doit comprendre que c'est notre avenir qui est menacé alors que nous sommes l'avenir du Burkina Faso. En allant à l'école avec la peur dans la tête, c'est difficile pour un élève d'étudier. Dans ces conditions, l'élève est en classe mais l'esprit est ailleurs ! Le gouvernement doit trouver des solutions pour sécuriser les écoles et nos habitats.</p> <p>* Samedi 14 septembre 2019 également, "un groupe de militaires a subi une attaque à Déou (province du Soum). Un élément a été tué au cours des échanges de tirs", a</p>
---	---

	indiqué une autre source sécuritaire, confirmant la première attaque dans la province du Bam. https://lefaso.net/spip.php?article103390
--	--

	<p>KOMI Awa. Terminale. Fille. Bouna</p> <p>L'éducation est importante selon moi d'une part elle permet à l'enfant d'accueillir des connaissances hors de l'éducation familiale et d'autre part elle permet à l'enfant d'être mûre pour se projeter dans un avenir favorable. Non, on ne se sent pas en sécurité parce que dès fois on entend des coups de fusil et des avions qui passent ; cela nous met dans un état d'inquiétude.</p> <p>Il y a un vrai souci d'insécurité parce que de nos jours nous faisons face à des attaques terroristes surtout dans le Nord à Titao. A chaque fois il y a des attaques partout. On ne se sent pas en sécurité. On ne sait pas quand est-ce que des terroristes vont nous attaquer.</p> <p>Le gouvernement doit songer à aider les élèves pour qu'ils se sentent mieux à l'école. Lorsqu'on n'est pas en sécurité c'est compliqué. Il y a des gens qui sont traumatisés. Le gouvernement doit nous aider.</p>
---	---

	<p>KIRAKOYA Latifatou. Terminale. Fille. Rimansa</p> <p>Je peux dire que l'éducation est importante pour les enfants car elle permet à l'enfant de se développer. Bien vrai qu'à la maison les parents font de leur mieux pour éduquer leurs enfants mais à l'école les enseignants nous donnent d'autres connaissances. Par exemple, ils nous apprennent le pardon, le respect, la solidarité, l'amour envers les autres et le partage. Je peux dire qu'à l'école on a plus peur qu'à la maison à cause des attaques terroristes que nous avons connus au cours de ces trois dernières années. L'éducation est menacée, les élèves et les enseignants se sentent menacés et ils ne se sentent pas à l'aise quand ils sont à l'école. Nous avons peur lorsque nous sommes à l'école.</p> <p>Les enfants aimeraient dire au gouvernement de trouver des solutions adéquates car les enfants sont traumatisés. Les enfants qui viennent de Toulfé, Baabo, etc. ont vu des gens tirer sur leurs parents devant eux ; cela a affecté leur mental. Le gouvernement doit trouver des psychiatres pour examiner ces enfants traumatisés.</p>
--	--

	<p>WERMI Ousmane. Garçon. Terminale. Titao</p> <p>Selon moi, l'école est importante parce qu'elle nous permet de vivre en société. Aujourd'hui l'éducation est affectée par l'insécurité, il est difficile de suivre les cours dans le calme à cause de l'inquiétude. Les élèves aimeraient dire à leur gouvernement de faire tout leur possible pour qu'il ait de la sécurité à l'école.</p>
---	--

	<p>KOMI Adama. Terminale. Lycée de Titao.</p> <p>L'éducation est très importante le développement du pays. Elle permet aux enfants de s'épanouir, de pouvoir trouver du travail du travail à l'avenir. Sur le plan de l'insécurité à l'école, je peux dire que nous sommes en danger, nous vivons dans une peur permanente. Je pense que le gouvernement a beaucoup à gagner en mettant en priorité l'école. Il doit revoir la sécurité au niveau des écoles sans quoi on ne peut pas étudier. Il doit également revoir les infrastructures et le personnel enseignant car il en manque dans beaucoup de localités.</p>
---	--



Doga Amidou. Rimansa. Rimansa

L'éducation est tellement importante car elle nous apprend le respect des personnes âgées, le respect de nos propres valeurs et de comprendre la culture de nos parents. Elle nous permet d'acquérir des connaissances. Comparativement à avant, nous pouvons dire que nous ne nous sentons pas en sécurité car nous avons l'esprit ailleurs lorsque nous sommes en classe à cause des bandits qui attaquent les établissements scolaires. A Koudougou, des bandits ont tiré sur nos camarades. L'État doit renforcer la sécurité en milieu scolaire et chaque enseignant devrait avoir une formation en maniement des armes.



Belem Oumou. Titao

L'éducation est importante et elle nous permet de nous différencier de nos parents qui ne sont pas scolarisés. Actuellement, il est difficile de dire que nous nous sentons en sécurité à cause des attaques. Lorsque nous les entendons nous nous sentons en danger. On a peur que cela nous arrive. Le gouvernement doit renforcer la sécurité et la cohésion sociale car avec sans la cohésion sociale nous ne pouvons pas être en sécurité.



Komi Rasmata. Bouna

L'éducation est importante parce qu'elle nous aide à apprendre à lire et à comprendre la langue française. Actuellement, nous ne nous sentons pas en sécurité car nous sommes dans une zone dangereuse où il y a de l'insécurité. Ce qui nous fait sentir le danger c'est que nos écoles se trouvent hors de la ville. Nous voulons que le gouvernement renforce le système sécuritaire dans nos écoles.



Garçon. Classe de Terminale. Lycée Idriss Alaouma. Diffa. Niger

L'éducation nous permet de d'acquérir des connaissances. Elle est importante et passionnante pour les enfants car elle nous permet également d'avoir un savoir vivre utile pour notre développement et notre bien-être sociale. L'éducation permet à l'enfant d'enrichir sa culture générale cultiver et de pouvoir bien distinguer le bien et le mal et surtout d'arriver à bien réfléchir, à bien analyser, etc. Tout cela permet à l'enfant d'avoir une base solide pour se faire une place dans son milieu.

S'agissant de la sécurité des enfants à l'école, je rappelle que le risque est présent dans notre environnement devenu dangereux. Cette situation a rendu peu favorable notre cadre d'apprentissage. En plus du conflit armé qui menace nos territoires, il y a la COVID-19 qui n'épargne personne. Les enfants sont exposés et c'est pour cette raison que l'école a été fermée pendant un long moment pour éviter le développement de la pandémie.

Avec cette double menace, nous nous sentons en danger, tantôt la COVID-19, tantôt le conflit armé. Je pense que ce qui nous menace le plus ce sont les attaques terroristes. En plus d'être régulières, nos lieux d'apprentissage sont les cibles des terroristes alors que nous des enfants innocents.

Fille. Classe de 3e. École Kanem Bornu. Diffa, Niger

L'éducation est essentielle pour le développement durable d'un pays aussi bien sur le plan social, économique et culturel.

Concernant la COVID-19, personnellement je me sentais pas du tout en sécurité à l'école parce qu'on peut contracter la maladie et peu importe comment on essaie de se protéger.

Par rapport au groupe Boko Haram, je dirais plutôt que les enfants ne se sentent pas en danger à l'école. Nous avons signalé cela à nos parents mais ils évitent d'en parler. Depuis que Boko Haram est là, je n'ai pas entendu un seul parent en parler.

Ces opinions des apprenants doivent être considérées comme un appel aux autorités publiques qui doivent œuvrer pour la réparation, la protection et la réalisation du droit de ces enfants à une éducation. Pour paraphraser Victor Hugo, « *chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on gagne* » contre l'ignorance et les groupes armés.

Photo 2 : École au quartier Aka. Titao



© Aly Tandian, juin 2021

Photo 3 : École au quartier Aka. Titao



© Aly Tandian, juin 2021

- **Déscolarisation / décrochage scolaire**

L'insécurité des écoles avec la crise sécuritaire facilite le décrochage scolaire. « Les enfants ne partent pas à l'école sauf ceux qui ont les moyens de faire déplacer leurs familles. Pour nous qui avons fréquenté l'école, on est obligé de déplacer nos enfants et de les amener vers la capitale, Ouagadougou » (Agent d'une Mairie). Alors, « On ne voit aucun avenir radieux pour la jeunesse de cette partie du pays ; pire

avec l'insécurité, des milliers d'enfants sont contraints d'abandonner l'école ! » (Leader local, Gorom-Gorom, Province d'Oudalan, Région du Sahel, Burkina Faso).

Le déplacement des enfants vers des zones relativement sécurisées ou vers des écoles fonctionnelles n'empêchent pas forcément le décrochage. En effet, « *Avec les attaques, de nombreux enfants sont devenus instables aussi bien au plan psychologique que des résultats scolaires. [...] Pour ces derniers le succès n'est pas toujours garanti parce que lorsqu'un enfant est forcé de quitter sa famille pour une autre localité il peut perdre son niveau d'étude. [...] Et puis certains enfants sous le choc des événements qu'ils ont vécus dans leurs villages ont du mal à se concentrer sur leurs études* » (H. 31 ans, Leader local, Gorom-Gorom, Province d'Oudalan, Région du Sahel, Burkina Faso). Le choc psychologique provoqué par les atrocités affecte donc l'équilibre psychologique des enfants et ne facilite pas leur maintien dans le système éducatif.

Les enfants ayant abandonné se tournent vers « *les mines et les sites d'orpaillage, ils font la mendicité, ils font de petits boulots, etc. C'est le cas des garçons tandis que pour les filles des parents ne trouvent autre solution que le mariage précoce une manière de les éviter l'enrôlement dans des groupes armés* » (Enseignant, Lycée Modibo Keita Gao, Mali). Mais, certaines « *s'engagent dans les travaux domestiques comme femmes de ménage dans les villes. Il y a aussi d'autres certaines filles qui se rendent en Côte d'Ivoire, au Sénégal, etc. Par l'aide de proches elles sont parties dans ces pays. A Bamako, celles qui ont préféré dans des hôtels comme serveuses. Avec la pression et la précarité, des filles ne limitent pas à la restauration ; certaines plus audacieuses sont dans la prostitution* » (Enseignant, Lycée Modibo Keita Gao, Mali).

Mais la question du décrochage doit être aussi prise comme une question plus complexe car l'école a pour fonction d'assurer l'ascension sociale. L'écart entre les classes déjà large pourrait durablement et davantage se creuser.

11.3. Enseignants / Abandon de postes

Les enseignants sont nombreux à abandonner leur poste au regard du contexte sécuritaire. Par exemple à « *A Inates, elles sont nombreuses les écoles fermées. Certaines d'entre elles ont reçu la visite de groupes armés. Elles viennent avec un discours ferme en disant aux enseignants qu'ils ne veulent pas entre le boko, c'est-à-dire l'école occidentale. Au début, ils n'étaient pas pris au sérieux mais leur deuxième passage a été fatal pour tous ceux qui étaient déjà avertis. Depuis lors, les gens n'attendent même plus le premier avertissement pour partir ; il suffit qu'une école du coin soit menacée pour que tous les enseignants quittent les lieux* » (Éducateur, Ayorou, Tillabéry, Niamey). Nous avons souligné plus haut les attaques contre les symboles de l'État notamment les fonctionnaires. Mais, il y a des cas où ce sont les enfants même qui vident les salles sur décision des parents. Les enseignants se retrouvent sans apprenants et sont obligés d'abandonner à leur tour. Mais, ce n'est pas la seule cause de l'abandon des postes par les enseignants.

« Certains enfants ont vu des membres de groupes armés venir humilier leurs enseignants devant eux. A Inates, dans la région de Tillabéry, dans le département d'Ayorou à la frontière avec le Nord Mali, des membres de groupes armés sont venus demander à un enseignant de l'école Tiguzefan de « faire les oreilles », c'est-à-dire, de se tenir les deux oreilles et de faire en même temps des genuflexions. J'ai appris par la suite que l'enseignant était obligé de quitter Inates. Avec une telle humiliation, il ne pouvait plus continuer à exercer à Inates » (Éducateur, Abala, Tillabéry, Niamey).

Humilier un enseignant devant ses apprenants, c'est bafouer son autorité dans la classe. Pour réussir l'acte pédagogique, l'enseignant doit disposer d'une compétence d'exercice de l'autorité. Mais dès lors qu'on humilie l'enseignant devant des apprenants, ce dernier peut être objet de railleries et autres. Par ailleurs, la peur de vivre la même scène (et peut être avec une autre intensité) peut détruire l'enseignant de l'intérieur et rendre l'enseignement inefficace.

En un mot, la portée des conflits armés au Burkina Faso, au Mali et au Niger n'épargne ni l'institution scolaire, ni ces acteurs. Les GA/GAD mènent une lutte implacable contre les écoles formelles et entre dégradation et vol de matériels, choc psychologique, décrochage scolaire et abandon de postes par les enseignants, l'école et l'éducation des enfants se meurent.

12. Les pays Sahel central et leurs perspectives

Les perspectives sont pessimistes pour ces pays au regard du tableau peint dans les sections précédentes. Les États échouent à assurer leurs rôles régaliens de protection des frontières et des populations. « *On peut dire plus l'État est absent, plus les gens ne sont pas en sécurité. A Gao, par exemple, aucune école n'est fermée dans la ville mais à 15, 20 ou 30 kilomètres, toutes les écoles sont fermées car ce sont des zones qui ne sont pas sous le contrôle de l'État malien* » (Agent de la Munisma, Bamako). De même, les institutions sont remises en cause par les attaques répétées des GA/GAD. Dans le fond, on constate une délégitimation des pouvoirs publics. Le dispositif militaire doit être renforcé dans ces pays pour freiner la crise sécuritaire.

Sur le plan économique, l'instabilité politique occasionne de profondes conséquences sur la santé économique de ces États déjà très pauvres. Un État pauvre comme le Niger est obligé d'ordonner la fermeture de sites aurifères. Mais, dans le même temps, il vaut mieux sécuriser les sites et les mettre à l'arrêt que de laisser les GA/GAD piller les ressources. Le gouvernement nigérien a prévu rouvrir prochainement le site et attribuer un permis de recherche à la Société des patrimoines des mines du Niger (SOPAMIN, société publique). Par ailleurs, le conflit induit sans doute des dépenses militaires alors que ces crédits pourraient servir à des services publics notamment sociaux.

Sur le plan social, la situation des enfants associés aux conflits armés est très compromettante pour l'avenir du pays et les indicateurs de développement. Le développement humain dans ces pays risque d'être durablement touché. « *C'est très difficile de construire un État fort sans école. On ne peut pas ! Des enfants ont quitté leur école depuis 2012 lorsqu'ils avaient 6 ou 7 ans. A présent, leur école est toujours fermée et ils ont presque 15, 16 ou 17 ans. Comment ces enfants peuvent-ils retourner à l'école ? Ce n'est pas à 15, 16 ou 17 ans qu'un enfant doit aller à l'école pour suivre des cours d'initiation. Dans ces conditions, il me semble difficile de construire un État fort !* » (Agent de la Munisma, Bamako). Peut-on construire un État sans l'éducation de la jeune génération ? « *L'avenir des enfants dans le Sahel je ne sais pas comment le définir. Afin, je peux dire qu'il est sombre. Aujourd'hui, au Niger, au Mali et au Burkina Faso l'éducation est en souffrance et les conditions de vie des familles sont de plus en plus précaires. Les populations n'ont même pas le minimum pour vivre et l'État est quasi absent dans l'ensemble du territoire de chaque pays. Les groupes armés gagnent les cœurs des populations locales* » (Agent du Village SOS Enfants, Ouagadougou). Or, C'est à travers l'éducation que l'État définit et fabrique le modèle de citoyen.

Mais là aussi, les tensions entre communautés dans ces différents pays fragilisent la construction de l'unité nationale et du vivre-ensemble. Pour un conseiller villageois de développement à Sodin (Département de Ouahigouya, Province du Yatenga, Région Nord, Burkina Faso), « *Dans la brousse mieux vaut être avec un arbre qu'avec une personne ! On peut se confier à un arbre alors qu'il n'est plus possible de le faire à une personne* ». Cette déclaration traduit la fracture sociale au sein des communautés. « *Aujourd'hui, les peuls turbanés sont vus comme des membres des groupes armés et quand ils sont assassinés en masse par d'autres groupes ethniques cela est sans conséquence judiciaire. Un touareg turbané est vu comme un terroriste du fait de la rébellion au nord du Mali enclenché par les Touareg. Au Burkina Faso, par extrapolation, on dit que les touaregs sont des terroristes et ils portent des vêtements non recommandés* » (Maître coranique, Djibo, Burkina Faso).

Mais, sur le terrain, la stabilité sécuritaire commence à se concrétiser dans ces différents pays à en croire les autorités¹³. Les perspectives sont nettement favorables à ces pays à long terme du point de vue sécuritaire. Sur le plan du fonctionnement de l'État, à moyen comme à long terme, les perspectives sont

¹³ A ce propos, l'entretien du président nigérien sur la télévision France 24 en date du 10.07.2021 en est une preuve.

incertaines. La crise sécuritaire a eu comme principal impact, le détournement des milliers d'enfants et de jeunes du système éducatif. En effet, des générations d'enfants et de jeunes devant contribuer à la relève ont été mobilisées par les GA/GAD. Les pays du Sahel central doivent s'employer à développer et mettre en œuvre des politiques éducatives plus ambitieuses et définir des finalités plus objectives de l'éducation. Des efforts sont à faire pour entretenir l'efficacité interne et externe du système éducatif pour trouver un moyen d'occuper durablement les produits sortis de l'institution scolaire.

13. COVID - 19 en situation de conflit au Sahel

13.1. Fragilisation des relations sociales – Décrochages scolaires

Pour contenir la pandémie de la covid-19, tous les pays du monde ont adopté des mesures restrictives qui comprennent la fermeture des écoles. Cette situation a eu un impact supplémentaire le système éducatif de ces trois pays (Burkina Faso, Mali, Niger). En effet, seules les écoles des zones relativement sécurisées sont restées fonctionnelles avant la crise sanitaire. La pandémie provoque sur plusieurs mois la paralysie de toutes ces écoles qui permettaient en quelque sorte de résister au décrochage des apprenants. *« Avec la COVID-19, certains élèves ont commencé à faire de petits boulots. Le soir, ils reviennent à la maison avec un peu d'argent qu'ils donnent aux parents qui se disent que l'école n'est plus importante. Lorsque les écoles ont été réouvertes ces parents ont préféré laisser leurs enfants continuer à travailler. Cette situation a beaucoup contribué au décrochage scolaire de nombreux enfants »* (Rama, Directeur d'école, Djibo, Province du Soum, Région du Sahel, Burkina Faso).

Au Mali, *« Avec la COVID-19, les écoles sont fermées et les enfants étaient obligés soit de rester à la maison soit de migrer. A Gao des dogons ont quitté Mondoro¹⁴, leurs filles sont parties en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Sénégal, etc. pour y travailler comme femmes de ménage ou comme commerçantes tandis que les garçons ont rejoint soit les chantiers soit les sites aurifères. Au niveau interne, il y a beaucoup de jeunes filles et garçons de Mondoro qui sont à Bamako où ils travaillent dans le petit commerce ou le ménage »* (Enseignant. Gao. Mali). Pour certains enfants, la pandémie a sonné le glas de l'école *« ils ne parlent plus d'école, leurs parents non plus ! »* (Encadreur des enfants parlementaires, Gao).

En un mot, il n'est pas hasardeux d'affirmer que le décrochage scolaire s'est accentué avec la pandémie de la covid-19. Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé la région, début avril 2021, on estime que 128 millions d'enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) n'étaient pas scolarisés, l'une des conséquences collatérales de la réponse des gouvernements pour stopper la propagation du COVID-19. Mais la pandémie de COVID-19 s'est ajoutée à une crise existante dans le système éducatif. Aujourd'hui dans la région 8 sur 10 millions d'enfants du Sahel central subissent des violences dans et autour des écoles, la tendance dans cette région est que de plus en plus d'enfants sont victimes d'enlèvements, de meurtres, de recrutement et d'utilisation par des groupes armés. Le développement du capital humain de ces pays reste donc fortement touché.

13.2. COVID-19 et Vulnérabilités économiques

L'impact le plus visible de la covid-19 est l'impact économique. Au plus fort moment de la crise sanitaire, l'économie internationale était à l'arrêt : le pétrole brut avait des cours négatifs, le fret aérien était presque nul et les frontières étaient pour la plupart fermées, etc. Selon la Banque mondiale¹⁵, la crise sanitaire et les mesures pour la contenir ont provoqué la plus grande récession économique depuis la seconde guerre mondiale. L'activité économique de la zone subsaharienne devrait se contracter de 2,8 % en 2020. De fait, ces pays à économie dominée ont connu un ralentissement économique et par conséquent un accroissement de leur vulnérabilité économique dans ce monde mondialisé.

- **Mali**

¹⁴ Mondoro est une commune du Mali, dans le cercle de Douentza et la région de Mopti.

¹⁵www.banquemondiale.org/fr/nes/press-release/220/06/08/covid-19-to-plunge-global-economy-into-est-recession-since-world-war-ii (11.07.2021)

L'impact économique du COVID est désastreux pour le Mali avec une croissance très en baisse attendue en 2020. La croissance économique pour 2020 va chuter de 5 % à 0,9 % (FMI, Staff Report May 2020). Cela signifie que la croissance annuelle tombera bien en dessous du taux de croissance moyen de la population nationale de 3 %, ce qui poussera encore plus de Maliens dans la pauvreté. Cette chute de la croissance va augmenter le taux de pauvreté de 2,7 %, ce qui correspond à presque 800 000 nouveaux pauvres.¹⁶

Le montant de la chute du PIB nominal projeté après deux mois de crise correspond à ce qui aurait été nécessaire pour éradiquer la pauvreté au Mali. En terme nominal, la chute du PIB correspond à une perte de 490 milliards de FCFA (PIB nominal 10 917 milliards pré-crise versus une nouvelle estimation du PIB post-crise 10 427 milliards). Ce montant est équivalent à ce que le Gouvernement estime comme l'effort d'investissement nécessaire pour éradiquer la pauvreté, mesuré par sa profondeur, c'est-à-dire le déficit collectif moyen des dépenses des pauvres par rapport au seuil de pauvreté pour l'ensemble de la population. En 2018, ce montant était estimé à 480,9 milliards de FCFA.¹⁷

La combinaison de plusieurs facteurs affecte l'activité économique du Mali :

- la perturbation des échanges et des chaînes de valeur affecte les exportateurs de produits de base et les importations;
- la réduction des flux de financement étranger (baisse des investissements directs étrangers, aide étrangère, envois de fonds des migrants, revenus du tourisme) ;
- l'impact sanitaire direct de la propagation du virus (le nombre de personnes infectées et le nombre de décès) ; et
- les perturbations causées par les mesures de confinement et d'atténuation imposées par le gouvernement et la réponse des citoyens (voir encadré page suivante).

Ces facteurs ont un impact direct sur : les finances publiques ; le commerce international ; les transferts des migrants ; et l'emploi et les moyens de subsistances des ménages.¹⁸ Les jeunes comme d'autres couches sociales sont directement concernés par ces impacts. Leur appréciation des mesures prises par le gouvernement est quelque satisfaisante.



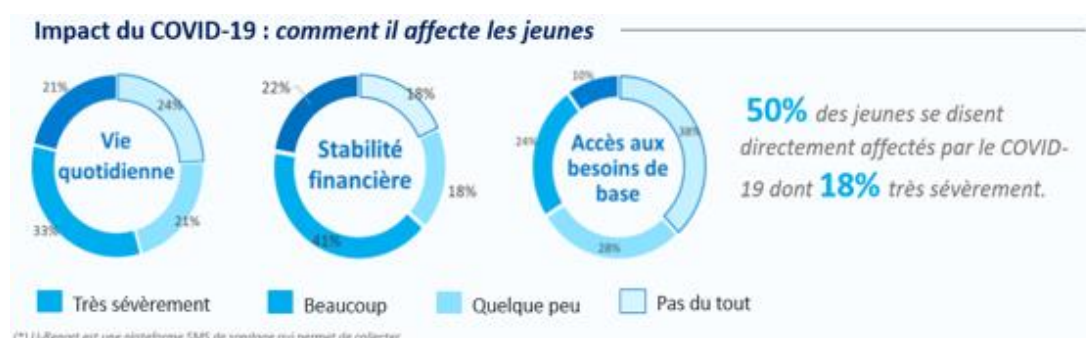
Source : Enquête U-Report sur la perception des jeunes sur le COVID-19 réalisée 1-3 Mai 2020

Les impacts sur les jeunes se manifestent spécifiquement sur la vie quotidienne, la stabilité financière déjà précaire et l'accès aux besoins de base.

¹⁶ Voir section Capital Humain – Données Banque Mondiale bureau pays. Le seuil national de pauvreté est estimé à 181 000 FCFA.

¹⁷ Source : Nations Unies. Mali, Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali, Draft - 10 Mai 2020

¹⁸ Source : Nations Unies. Mali, Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali, Draft - 10 Mai 2020



Source : Enquête U-Report sur la perception des jeunes sur le COVID-19 réalisée 1-3 Mai 2020

50 % des jeunes maliens se disent directement affectés par le covid-19 dont 18 % très sévèrement. Pour des jeunes confrontés à une scolarité irrégulière, une situation financière et d’emploi très fragile, les mesures de restrictions des déplacements, de couvre-feu, etc. imposées par la gestion de la pandémie se présentent comme des contraintes supplémentaires. Mais, dans l’univers des populations maliennes « Une telle situation a certes touché l’économie locale mais c’est l’insécurité qui préoccupe le plus les populations locales. On peut dire que le COVID-19 vient au second plan ! » (Agent de la Mairie de Baraboulé, Province du Soum, Région du Sahel).

- **Niger**

Le Niger fut l’un des premiers pays à recenser des cas de covid-19 dans la sous-région. Selon les perspectives de la banque mondiale, près d’un million de Nigériens supplémentaires vivront en dessous du seuil de pauvreté d’ici 2022¹⁹. En effet, la crise sanitaire met fin à trois années de croissance économique soutenue (7 % en 2018 ; 5.9 % en 2019 et 1.2 % en 2020) et sape les efforts du gouvernement nigérien en matière de développement économique dans un pays qui occupe les derniers en matière de développement humain durable. La baisse des revenus, la fermeture des commerces, l’instauration du couvre-feu, etc. dans un pays dominé par le secteur informel a porté un sérieux à l’économie.

- **Burkina Faso**

Comme dans les autres pays de la zone, la pandémie a provoqué un recul de la production locale et une extraversion de l’école. Selon les estimations de la banque mondiale, 60 000 personnes supplémentaires viendront s’ajouter aux personnes en situation d’extrême pauvreté en 2021 en grande partie à cause de la pandémie. Selon un rapport de Save the Children « L’impact de covid19 sur les enfants en Afrique de l’ouest et du centre : Leçons à tirer de 2020 », 60 % des ménages ont déclaré avoir perd plus de la moitié de leurs revenus par rapport aux ménages du Niger (34 %). Les difficultés à payer le loyer concernent plus de 20 % des ménages, le carburant (plus de 10 %), les fournitures médicales (10 %).

14. Programmes de prévention, de démobilisation et de réinsertion des enfants soldats

L’impact des conflits armés sur l’éducation engendre des défis humanitaires et de développement et des problèmes sociaux plus larges auxquels il est urgent de s’attaquer. Dans le monde entier, des écoles et des universités ont été bombardées, détruites ou brûlées, et des enfants, des étudiants, des enseignants et des universitaires ont été tués, mutilés, enlevés ou détenus de manière arbitraire. Des établissements d’enseignement ont été utilisés comme bases, comme casernes ou comme centres de détention par des parties aux conflits armés. Ces agissements exposent les étudiants et le personnel enseignant à des dangers, empêchent un grand nombre d’enfants et d’étudiants d’exercer leur droit à l’éducation et privent des communautés entières des bases nécessaires pour construire leur avenir. Dans de nombreux pays,

¹⁹www.banquemondiale.org/fr/country/niger/publication/niger-economic-update-poverty-under-covid-19 (11.07.2021)

les conflits armés continuent ainsi de détruire non seulement les infrastructures scolaires, mais aussi les espoirs et les ambitions de toute une génération d'enfants.

Les attaques contre l'éducation comprennent les actes de violence contre les établissements d'enseignement, les étudiants et le personnel enseignant. Les attaques, ainsi que les menaces d'attaque, peuvent causer des préjudices graves et durables aux individus et aux sociétés. L'accès à l'éducation peut être compromis, le fonctionnement des établissements d'enseignement peut être entravé, ou bien les enseignants et les élèves peuvent rester chez eux, craignant pour leur sécurité. Les attaques contre les écoles et les universités ont été utilisées pour promouvoir l'intolérance et l'exclusion – pour favoriser la discrimination fondée sur le sexe, en empêchant par exemple l'éducation des filles, pour perpétuer les conflits entre certaines communautés, pour limiter la diversité culturelle et pour refuser la liberté académique ou le droit d'association. L'utilisation d'établissements d'enseignement à des fins militaires peut accroître le risque d'enrôlement et d'emploi d'enfants par des acteurs armés ou exposer les enfants et les jeunes à des abus ou exploitations à caractère sexuel. Elle peut en particulier augmenter le risque d'attaques contre les institutions dédiées à l'éducation.

En revanche, l'éducation peut contribuer à protéger les enfants et les jeunes contre la mort, les dommages corporels et l'exploitation ; elle peut atténuer l'impact psychologique des conflits armés en offrant une routine et une stabilité et donner accès à d'autres services essentiels. Une éducation qui tient compte des conflits n'alimente pas le conflit et contribue à la paix. L'éducation est fondamentale au développement et à la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés. Nous ferons tout notre possible pour veiller à ce que les lieux d'éducation soient des lieux sûrs.

Nous saluons les initiatives prises par certains États pour promouvoir et protéger le droit à l'éducation et pour faciliter la continuité de l'éducation dans des situations de conflit armé. Lorsque la continuité de l'éducation est assurée, des informations vitales sur la santé ainsi que des conseils sur les risques inhérents aux sociétés en proie à un conflit armé peuvent être transmis.

Nous nous félicitons des travaux du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le sort des enfants en temps de conflit armé et reconnaissons le rôle crucial du mécanisme de surveillance et de communication de l'information pour les violations graves commises contre les enfants dans des conflits armés. Nous soulignons l'importance des résolutions 1998 (2011) et 2143 (2014) du Conseil de sécurité qui, entre autres, demandent instamment à toutes les parties à des conflits armés de s'abstenir de toute action qui entraverait l'accès des enfants à l'éducation et encouragent les États Membres à envisager de prendre des mesures concrètes pour dissuader les forces armées et les groupes armés non étatiques d'utiliser les écoles en violation du droit international applicable.

Nous saluons l'élaboration des *Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés*. Ces Lignes directrices ne sont pas juridiquement contraignantes. Elles sont facultatives et n'affectent pas le droit international en vigueur. Elles s'inspirent des bonnes pratiques existantes et fournissent des orientations destinées à réduire encore l'impact des conflits armés sur l'éducation. Nous saluons les efforts déployés pour diffuser ces lignes directrices aux forces armées, aux groupes armés et aux autres acteurs concernés et promouvoir leur mise en œuvre.

Nous rappelons l'importance, en toutes circonstances, du respect total du droit international applicable, et notamment la nécessité de se conformer aux obligations pertinentes en matière de lutte contre l'impunité. Reconnaisant le droit à l'éducation et le rôle de l'éducation pour promouvoir la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations ; déterminés à renforcer progressivement et concrètement la protection des civils dans les conflits armés, et en particulier des enfants et des jeunes ; résolus à œuvrer ensemble pour assurer la sécurité dans toutes les écoles ; nous approuvons les *Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés*, et :

- nous utiliserons les *Lignes directrices* et les intégrerons dans nos politiques nationales et nos cadres opérationnels, dans toute la mesure nécessaire et possible ;

- nous ferons tout notre possible au niveau national pour recueillir des données pertinentes fiables sur les attaques contre les établissements d'enseignement, sur les victimes de ces attaques, et sur l'utilisation militaire des écoles et des universités durant les conflits armés, notamment par les mécanismes existants de surveillance et de communication de l'information, pour faciliter cette collecte de données et pour apporter une assistance non-discriminatoire aux victimes ;
- nous enquêterons sur les allégations de violation du droit national et international en vigueur et, le cas échéant, poursuivrons les auteurs de manière appropriée ;
- nous élaborerons, adopterons et promouvoir, dans le cadre de programmes humanitaires et de développement et, le cas échéant, au niveau national, des approches dans le domaine de l'éducation qui tiennent compte des conflits ;
- nous essaierons d'assurer la continuité de l'éducation durant les conflits armés, soutiendrons le rétablissement des installations scolaires et universitaires et, si nous sommes en mesure de le faire, fournirons et faciliterons une coopération et une assistance internationales aux programmes destinés à prévenir les attaques contre l'éducation, ou à y riposter, notamment pour la mise en œuvre de cette déclaration ;
- nous soutiendrons les efforts du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le sort des enfants dans les conflits armés et du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé ainsi que d'autres organismes, entités et institutions pertinents de l'ONU ;
- nous nous réunirons régulièrement, en invitant les organisations internationales concernées et la société civile, afin d'examiner la mise en œuvre de cette déclaration et l'utilisation des lignes directrices.

En 2017, le Burkina Faso a avalisé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, un accord politique en vertu duquel les pays signataires s'engagent à empêcher les attaques contre des élèves, des enseignants et des écoles, et à y répondre. Depuis, le gouvernement a pris plusieurs mesures positives, notamment en rouvrant des écoles fermées, en redéployant des enseignants et en créant une Stratégie nationale et un Secrétariat technique de l'Éducation en situation d'urgence. Récemment, le gouvernement a étendu les programmes d'enseignement à distance – jusque-là mis en œuvre dans certaines régions touchées par le conflit – en utilisant la radio et la télévision nationales dans le cadre de son plan de riposte pour la continuité éducative face au COVID-19. Cependant, le gouvernement devrait de toute urgence remédier aux insuffisances de la réponse apportée aux attaques visant le secteur de l'éducation. Il devrait ainsi veiller à apporter aux victimes un soutien psychosocial et financier dans des délais opportuns, davantage appuyer les « écoles d'accueil » surpeuplées qui acceptent des élèves déplacés, élargir les programmes d'« éducation en situation d'urgence » à un plus grand nombre d'enfants touchés par le conflit, mieux sécuriser les écoles dans les zones de conflit et limiter l'utilisation des écoles à des fins militaires. Les responsables d'attaques devraient faire l'objet d'enquêtes pour crimes de guerre et être poursuivis de manière appropriée.

Les gouvernements donateurs devraient envisager de soutenir les programmes d'éducation en situation d'urgence et la réhabilitation des victimes, notamment en mettant des soins psychosociaux à la disposition des enseignants et des élèves qui ont subi des attaques. « *Les attaques brutales commises par des groupes armés islamistes contre le secteur de l'éducation au Burkina Faso ont coûté à des enseignants leur vie, leurs moyens de subsistance ou leur santé physique et mentale, et continuent de coûter à des centaines de milliers d'enfants leurs perspectives d'avenir* », a conclu Lauren Seibert. « *Il faut que ces attaques cessent.* »

La Déclaration sur la sécurité dans les écoles constitue un engagement politique visant à mieux protéger les élèves, les enseignants et les écoles durant les conflits armés, à favoriser la poursuite de l'éducation en temps de guerre et à prendre des mesures concrètes pour éviter l'utilisation des écoles à des fins militaires. La déclaration a été ouverte à la signature des États à Oslo, en Norvège, en mai 2015. Jusqu'à présent, 95 pays y ont souscrit, dont la plupart des pays touchés par les conflits et la violence en Afrique de l'Ouest et centrale.

L'adhésion à la Déclaration sur la sécurité des écoles crée un dynamisme local, national, régional et mondial en faveur de la protection de l'éducation contre les attaques. Pour les organisations humanitaires, cela constitue une opportunité d'interagir avec les gouvernements et leurs ministères et armées respectifs afin de créer un environnement plus protecteur pour les établissements scolaires. Par exemple, en République démocratique du Congo, pays signataire de la déclaration, un décret ministériel stipule que les contrevenants réquisitionnant des écoles à des fins militaires seront tenus responsables de leurs actes.

Les gouvernements sont les seuls à pouvoir souscrire à la déclaration, mais les groupes armés non étatiques peuvent adopter et appliquer les directives connexes, appelées Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés. Les organisations humanitaires peuvent utiliser les lignes directrices dans leurs efforts visant à convaincre ces groupes de respecter le droit à l'éducation.

15. Conclusion et recommandations

Les groupes armés et groupes armés djihadistes profitent de la relative paralysie du système éducatif et de la situation économique précaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger pour procéder au recrutement massif de nombreux enfants et jeunes. Les modalités de cet enrôlement sont multiples et variées. À la lumière des données collectées, les groupes armés et les groupes armés djihadistes luttent contre la présence de l'État à travers les services pour non seulement contrôler des zones mais surtout entretenir la fermeture des écoles. Malgré le processus de paix enclenché, la fermeture des écoles (et notamment pendant la crise COVID-19 en 2020) a favorisé le décrochage scolaire. Les enfants ont donc abandonné le secteur éducatif pour rejoindre soit les rangs des groupes armés soit les petits métiers soit encore les écoles coraniques.

Au total, dans les GA/GAD, on dénombre des enfants déscolarisés, des chômeurs, des Talibé, des jeunes artisans et/ou en apprentissage. Ces groupes sont des groupes hétérogènes qui regroupent des garçons et filles de divers horizons. Ils sont recrutés pour divers objectifs. Les enfants notamment peuvent être des soldats mais les filles sont pour la plupart destinés aux tâches de restauration, d'appât sexuel des combattants, etc. Mais, les jeunes sont non seulement des combattants mais les compétences professionnelles sont fortement exploitées. Cela explique le caractère stratégique de l'enrôlement. Les jeunes de différents corps de métiers (mécanicien, agent de santé, etc.) sont enrôlés pour fournir des services précis aux groupes armés.

Ces enfants et jeunes sont parfois soumis à des châtiments corporels. De fait, les droits des enfants ne sont pas respectés. Certains parmi eux finissent pas se désillusionner et échappent aux groupes armés mais ils ne bénéficient pas toujours d'un bon suivi. Ce qui ne facilite pas leur intégration sociale.

Cette crise touche durablement l'économie de ces pays, la formation du capital humain et les perspectives de développement. Mais, les relations sociales sont également fortement éprouvées. Ce qui pose de grandes conséquences pour la réalisation du projet global d'édification d'une nation prospère.

Face à cette situation, nous recommandons :

→ Au niveau étatique et sous-régional

▪ Du point de vue général

- Poursuivre les efforts pour la consolidation de la paix ;
- Trouver des canaux d'échange avec les ailes politiques des groupes armés pour amoindrir la violence civile ;
- Renforcer la gouvernance sécuritaire ;

- Prévenir l'enrôlement des enfants par des moyens de communication pour un changement de comportement ;
- Faire du marketing social pour infléchir les tendances lourdes qui facilitent l'enrôlement des enfants dans les GA/GAD ;
- Trouver des canaux de réintégration des combattants qui souhaitent quitter les groupes armés ;
- Encourager la justice pour toutes les victimes et réconcilier les communautés pour des solutions définitives ;
- Réadapter l'administration aux besoins des populations et renforcer le développement dans les régions délaissés ;
- Renforcer la gouvernance politique (une gouvernance vertueuse) nationale, régionale et locale ;
- Rapprocher la justice du justiciable et lutter contre la corruption et les décisions partisanses ;
- Respecter et protéger les droits de l'enfant dans la lutte contre les GA/GAD ;
- Etc.

▪ *A l'endroit des enfants ex-combattants*

- Créer des centres de prise en charge des enfants démobilisés ;
- Promouvoir la démobilisation des enfants par la prise en charge des enfants ex-combattants ;
- Former les enfants démobilisés aux métiers artisanaux de leur choix ;
- Accompagner les enfants formés dans leur insertion professionnelle ;
- Familiariser les enfants aux idées entrepreneuriales ;
- Réparer les droits des enfants enrôlés en détention ;
- Etc.

▪ *Pour le système éducatif*

- Développer et mettre en œuvre des politiques éducatives plus ambitieuses et définir des finalités plus objectives de l'éducation ;
- Établir à travers ces politiques un nouveau type de citoyen à former ;
- Promouvoir le rôle des religions dans la promotion et la culture de la paix ;
- Familiariser les enfants aux idées entrepreneuriales ;
- Promouvoir les droits de l'enfant ;
- Sécuriser l'école ;
- Renforcer le budget de l'éducation ;
- Recruter du personnel enseignant et les former ;
- Renforcer l'efficacité interne et externe du système éducatif ;
- Etc.

→ **A l'endroit des organisations de la société civile œuvrant pour les droits des enfants**

- Faire un plaidoyer pour le respect des droits des enfants associés aux conflits armés dans le Sahel central ;
- Prévenir l'enrôlement des enfants par des moyens de communication pour un changement de comportement ;

- Initier des panels de réflexion sur la situation des enfants associés aux conflits armés dans le Sahel central ;
- Etc.